

MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED



INFORMATION
LIBRE

MÉDIACRITIQUES EN LIBRAIRIE



Vous êtes libraire et souhaitez diffuser *Médiacritiques*?
Vous êtes lecteur ou lectrice et souhaitez nous aider à démarcher votre librairie?
Contactez-nous! info@acrimed.org

Le 3 octobre débutaient les États généraux de l'information, avec des conclusions annoncées « d'ici l'été 2024 ». Avec quelle ambition ? Difficile, pour le moment, d'imaginer qu'ils constitueront une opportunité pour une réappropriation démocratique des médias.

« Nous commencerons par une phase de diagnostic, qui débutera en octobre et s'achèvera à la fin du mois de décembre, pour poser les constats sans hypocrisie ni déni » disait Christophe Deloire, délégué général des États généraux de l'information, dans *Ouest-France*, le 14 septembre.

« Sans hypocrisie ni déni » ? Contentons-nous déjà des grandes lignes : dépendants d'annonceurs publicitaires qui n'hésitent pas à jouer de leur influence, les médias dominants appartiennent à quelques milliardaires qui peuvent peser sur leur ligne éditoriale et captent l'essentiel des aides publiques à la presse. Pendant ce temps, les médias indépendants et à but non lucratif travaillent dans la précarité, et l'audiovisuel public, lui, ne cesse de s'affaïsser, par une fragilisation de son financement, des conditions de travail de plus en plus délétères et un journalisme toujours plus contraint par des logiques commerciales. Ajoutons à cela un recrutement social homogène et une formation qui consiste trop souvent à préparer les étudiants à se formater au (dys) fonctionnement actuel. Le résultat ? Une information sacrifiée : commentaire qui prime sur l'enquête sociale et le reportage, monopole de la parole par quelques éditorialistes, pluralisme absent, autocritique impossible. Et comme si cela ne suffisait pas : des menaces étatiques (lois, répression, gardes à vue) et des procès-bâillon à la pelle.

À quoi faut-il s'attendre ? Programme ambitieux de transformation des médias ou écran de fumée ? Les États généraux de l'information auraient la bonne idée, par exemple, de s'inspirer des propositions d'Acrimed, dont voici un résumé :

- Lutter contre la concentration et la financiarisation des médias, en interdisant aux groupes dépendant des commandes publiques de posséder un média et en interdisant à une personne de posséder plus d'un média ;
- Soutenir les médias indépendants et à but non lucratif, en leur réservant les aides publiques à la presse ;
- Renforcer l'audiovisuel public, en le libérant des contraintes commerciales et de sa tutelle politique, en lui garantissant un financement pérenne, en déprivatisant TF1 ;
- Protéger l'indépendance des rédactions, en créant un statut juridique des rédactions qui donnerait aux journalistes un pouvoir sur le choix du directeur de la rédaction ;
- Garantir le droit d'informer, en empêchant les procès-bâillon et les entraves policières ;
- Mettre en place des instances de régulation démocratiques, avec de vrais pouvoirs ;
- Assurer un pluralisme effectif de l'information ;
- Développer une éducation critique aux médias.

Verdict dans quelques mois... ■



Médiacritiques

Revue trimestrielle d'Acrimed

Acrimed

39, rue du Faubourg-Saint-Martin
75010 Paris

Directeur de la publication

Mathias Reymond

Secrétaires de rédaction

Maxime Friot et Pauline Perrenot

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engageant collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Ont collaboré à ce numéro

Maxime Friot, Blaise Magnin, Olivier Moreau,
Denis Péraïs, Pauline Perrenot, Olivier Poche,
Mathias Reymond, Thibault Roques

Une

[Mai 1968] *Information libre (tête au bandeau sur les yeux)* Bibliothèque nationale de France

Dessins

Colloghan

Conception graphique et mise en page

Adrien Labbe

Typographies

Audimat 3000, Bely, Giorgio,
Jean Luc, Minimum

Achevé d'imprimer en 10/2023 par Corlet Imprimeur
14110 Condé-en-Normandie
n° d'imprimeur: 2310.0079
Imprimé en France
Dépôt légal: octobre 2023
Commission paritaire: 1223 G 91177
ISSN: 2256-8271



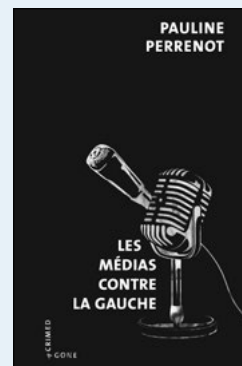
 NAPRIM'VERT

MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour.

Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au

service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous !



► **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de€

► **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

☐ Cotisation de base: **40 €**

☐ Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**

☐ Revenus > 2 000€ mensuels: **70 €**

☐ Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

► **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n°

☐ Tarif normal: **20 €**

☐ Tarif précaires: **10 €**

☐ Union européenne et Suisse: **25 €**

☐ Reste du monde: **32 €**

► **Je commande**

☐ Le DVD «Les Nouveaux Chiens de garde»: **18,40€**

☐ Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**

☐ Le livre «*Au nom de la démocratie votez bien!*», aux éditions Agone: **15 €**

☐ Le livre *Les Médias contre la rue*, aux éditions Adespot: **21 €**

☐ Le livre *Les médias contre la gauche*, aux éditions Agone: **18 €**

**S'ABONNER
ADHÉRER
EN LIGNE**
boutique.acrimed.org

Nom: Prénom:

Adresse:

Code postal: Ville:

Courriel:

Signature:

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'«**Action-Critique-Médias**», à l'adresse suivante: Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris
Tél: 09 52 86 52 91 – Courriel: info@acrimed.org

LES JOURNALISTES POLITIQUES DÉJÀ OBNUBILÉS PAR 2027

Une bulle spéculative qui ne cesse de gonfler.

Tout au long de l'année, et plus encore depuis la rentrée, les journalistes politiques jouent les oracles en vue de la future élection présidentielle. Au menu: cueillette de «off» indiscrets, dissertations autour d'interviews «exclusives», accompagnement des plans de comm' de (certaines) rentrées politiques, bavardage sondagier... L'indigestion est proche, mais les professionnels du commentaire, eux, se régaleront.

“Pourquoi la présidentielle de 2027 commence déjà.”

Le JDD, dès le lendemain du second tour de 2022

«2027 est encore loin... mais la prochaine présidentielle est dans toutes les têtes des politiques», semble s'amuser *Le Parisien* (2 sept.). Mais la course de petits chevaux pour 2027 est surtout animée dans (et par) les médias. Intentions de votes quatre ans avant l'élection, cotes de popularité, bruits de couloir, silences qui «en disent long»...: la bulle spéculative du journalisme politique ne cesse de gonfler.

Dès le lendemain du second tour de l'élection présidentielle de 2022, le *JDD* se démenait pour attirer du clic en tentant d'expliquer «pourquoi la présidentielle de 2027 commence déjà» (25 mai 2022). Et depuis, les articles, chroniques, éditoriaux et «reportages» se multiplient: «Gabriel Attal à l'Élysée en 2027? Ce “rêve” qui inquiète en macronie» (*Gala*, 2 mars 2023);

«Fabien Roussel se prépare pour 2027» (Franceinfo, 8 août); «Laurent Berger, possible candidat pour 2027?» («C dans l'air», 12 avr.); «Présidentielle 2027: François Bayrou “n'écarter pas” l'éventualité d'une candidature» (BFM-TV, 15 janv.); «Présidentielle 2027: comment François Ruffin se prépare» (*JDD*, 5 juin); «Comment Wauquiez, Lisnard et Bertrand préparent la présidentielle 2027» (*Le Figaro*, 20 avr.); «Lisnard veut rempiler à la tête de l'association des maires... et vise 2027» (*La Dépêche*, 3 sept.); «Comment l'anti-Nupes Carole Delga veut tracer sa route vers 2027» (*Le Figaro*, 7 avr.); «Bernard Cazeneuve se positionne pour 2027» (*Les Échos*, 10 juin); «Jordan Bardella confirme qu'il sera tête de liste aux élections européennes, un marche-pied vers 2027» (Europe 1, 4 sept.)... La liste est (déjà) infinie.

Dans ce grand bric-à-brac, la presse fait son marché. Prétendant simplement décrypter les stratégies de communication, elle ne cesse de gonfler le capital politique des personnalités qui lui siéent. Une perpétuelle co-construction, qu'alimentent les politiques en promouvant leur propre image de marque, laquelle requiert notamment une participation servile et inconditionnelle... au grand jeu médiatique. Si Fabien Roussel excelle en la matière, recueillant en retour les faveurs régulières de la presse (de droite) – «Fabien Roussel devient la personnalité préférée des

2027 :

ET SI ON ÉVOQUAIT
LE POSSIBLE RETOUR
DE BALLADUR ?

IL EST PAS
MORT ?

ÇA FAIT
DÉBAT !



électeurs de gauche, selon un sondage » (*Le Figaro*, 4 août) ; « Présidentielle 2027 : Fabien Roussel candidat ? "Il n'y a pas de mystère", répond-il. » (RTL, 31 août) –, la droite de l'échiquier politique demeure la première préoccupation des grands médias.

« QUI SERA LE CHAMPION DE LA DROITE EN 2027 ? »

C'est ainsi qu'à la Une de *L'Opinion*, le 30 août, Alain Minc

réclamait « une primaire ouverte pour tous les modérés en 2027 », soit, dans l'esprit de l'illustre théoricien du « cercle de la raison », « les trois partis macronistes (*Renaissance*, *Modem* et *Horizons*) et LR »... BFM-TV et *Le Parisien*, sur la même longueur d'ondes, se chargèrent d'orchestrer la compétition par le biais de sondages censés désigner « qui pour succéder à Emmanuel Macron » (BFM-TV avec Elabe, 30 août) et la personnalité « la mieux placée pour rassembler les électeurs de la droite et du centre en 2027 » (*Le Parisien* avec OpinionWay, 3 sept.). Deux mois après avoir fait la Une de *L'Express* à l'occasion d'un « entretien exclusif » (sur l'immigration), Édouard Philippe trônait ainsi sur les écrans de BFM-TV et en couverture du quotidien de Bernard Arnault, tandis que Laurent Wauquiez héritait du titre de « mal aimé ».

Et de *Valeurs actuelles* à France Info, tout le gratin du journalisme politique y alla de son commentaire. Le « 20h » de France 2 scénarisa les sondages – « Qui sera le champion de la droite en 2027 ? » (3 sept.) – et envoya ses journalistes courir après Laurent Wauquiez sur les chemins du mont Mézenc : « Une petite question, c'est possible ? Qu'est-ce qu'elle signifie cette montée pour vous ? » Du côté de *Libération*, on n'oublia nullement de nourrir le « feuilleton Édouard Philippe » en recyclant des petites phrases glanées chez les confrères : « Pour [Gérald Larcher], le maire du Havre et ancien Premier ministre d'Emmanuel Macron fait "bien sûr" partie de

sa famille politique. Et Larcher d'ajouter sur France Inter dimanche qu'il ne le dit "pas du bout des lèvres". » La tambouille ? Un art prisé de tout journaliste politique qui se respecte. La circulation circulaire de la médiocrité ? Un passage obligé...

Pronostiquer, divaguer, monter en épingle : telle est la passion de la profession. Quitte à raconter n'importe quoi ? Ce ne sont ni les temps d'antenne, ni les colonnes qui manquent... BFM-TV, 3 septembre :

– **Julie Hammett** : Vous y croyez, Sarkozy 2027 ? [...] Est-ce qu'il a envie vraiment d'y retourner à nouveau ? [...]

– **Charles Consigny** : Moi j'aime énormément Nicolas Sarkozy, je considère qu'il a été un très bon président et je suis certain qu'il aurait ses chances.

Mais en réalité, peu importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse. Ainsi le moindre soubresaut du personnel politique se voit-il disséqué, interprété, et intégré au forceps au grand récit journalistique de l'élection permanente :

Challenges (25 août) : Reportage. [Bruno Le Maire] prend le contrepied de Gérald Darmanin [...]. En restant dans son sillon de l'économie, il compte recueillir les fruits des résultats de la politique pro-business d'Emmanuel Macron. Une autre façon de préparer la présidentielle de 2027.

De ce type de faux « reportages » aux rubriques « Confidentiels » en passant par les « décryptages » prétendument analytiques, les productions médiatiques sont saturées des « impressions » et autres « sons de cloche » de tel « proche de » ou de « l'entourage de », le tout en vue de faire monter la sauce de 2027.

DARMANITE AIGUË DANS LA PRESSE

Au cours des derniers mois, Gérald Darmanin est sans doute celui qui aura le plus bénéficié de ce grand bouillon médiatique. À la mi-août, *Le Figaro* (14 août) consacrait une double page à ses « nouvelles ambitions », décrivant un « été où [le ministre] occupe le devant de la scène » avant de raconter comment il avait « convoqué les projecteurs de la rentrée à Tourcoing (Nord) pour le 27 août. » « Il s'arrogera l'attention médiatique », gageait *Le Figaro*. La servilité des chefferies médiatiques ne lui donna pas tort.

Entre-temps, les commentateurs avaient eu le loisir de valser dans les conjectures, épuisant jusqu'à plus soif le répertoire classique du journalisme politique : « Présidentielle 2027 : Quatre signes montrant que Gérald Darmanin est déjà en campagne » (20 Minutes, 27 août) ; « Présidentielle 2027 : pourquoi Nicolas Sarkozy adoube Gérald Darmanin » (France Info, 18 août). Ici, Gérald Darmanin « abat ses premières

1. Lire « Le "duel Macron-Le Pen" : une construction sondagière » dans *Les médias contre la gauche*, Pauline Perrenot, Acrimed/Agone, 2023, p. 66.

cartes» (*Libération*, 25 août), «place ses pions pour la présidentielle de 2027» (*Le Courrier Picard*, 28 août) et «ouvre le dossier de la succession de Macron» (*Le Point*, 15 août). Là, il «juge «assez probable» une victoire de Marine Le Pen» (RTL, 24 août). Plus loin, il «reste sous le contrôle de Macron» (*Challenges*, 27 août) ou devient «l'élève adoubé par le maître [Nicolas Sarkozy]» (*Var Matin*, 17 août). Mais partout, Gérald Darmanin.

Jusqu'aux mystifications et à la vacuité la plus totale:

Éric Decouty (LCI, 14 août): Pas d'officialisation de sa candidature, mais [Gérald Darmanin] pose les premiers jalons. [...] Ce qui est le plus intéressant, c'est la stratégie politique qu'il développe [...]: la conquête des classes populaires. [...] Lui, il a une certaine méthode qui... alors... veut parler, c'est ce qu'il dit hein, aux gens qui gagnent moins de 2 500 euros et auxquels les partis de gouvernement ne parviennent pas à parler. Et lui, il compte leur parler à ces gens-là. [...] La question sociale, c'est son credo, c'est son seul objectif.

Ça saute aux yeux...

Mais l'une des règles du journalisme politique est que quand il n'y a rien à dire... il y a toujours à dire: «Le silence de Laurent Wauquiez: une stratégie pour 2027?» (*Le Progrès*, 3 sept.); «Bruno Le Maire à propos de la présidentielle de 2027: "Ce n'est pas mon sujet"» (BFM-TV, 3 sept.); «"2027, c'est bien loin": Élisabeth Borne réagit à une éventuelle candidature de Gérald Darmanin» (France Bleu, 23 août); «Les



militants LFI refusent de parler de la présidentielle de 2027» (*La Dépêche*, 26 août); sans oublier, forcément: «Limitation des mandats: Emmanuel Macron pourrait-il se représenter dès 2027?» (*Europe 1*, 1^{er} sept.). Jusqu'à ce condensé de journalisme hors sol, qui rejoue la partition d'un premier tour déjà joué d'avance, sous couvert de faire parler «Les-Français»: «Les Français se préparent déjà à un match Édouard Philippe contre Marine Le Pen en 2027» (*La Tribune*, 7 juil.). L'éternel recommencement¹...

Circonscrire l'information politique à la course électorale, alimenter le feuilleton du théâtre politique, faire de la moindre petite phrase un «événement» et du moindre sondage un «fait politique»... On ne répètera jamais assez combien une telle mise en scène médiatique des enjeux politiques, focalisée sur les questions qui (ne) préoccupent (que) le microcosme médiatico-politique, modèle une version politicienne (délétère) de la politique et, en définitive, fabrique des «non-informations» en série. Dans un ouvrage récemment paru, un journaliste politique (repenti) de *Libération* disait espérer un sursaut de ses confrères à ce sujet (voir p. 32). Ils n'en prennent pas le chemin. Quatre ans... ça va être long. ■

actualité des médias

AIDES À LA PRESSE 2022: LE GÂTEAU POUR LES GRANDS GROUPES, LES MIETTES POUR LES INDÉS

Le ministère de la Culture a publié début septembre la répartition des aides à la presse versées en 2022 (110,4 millions d'euros au total¹). Pas de surprise: elles continuent d'être trustées par les grands groupes médiatiques. Une nouveauté, néanmoins: une aide a fait son apparition à destination «des services de presse tout en ligne». Comme chaque année, c'est le groupe LVMH (Bernard Arnault) qui

concentre le plus d'aides à la presse (aides directes et à la distribution confondues): 14,6 millions d'euros². Les médias des groupes NJJ/Le Monde (Xavier Niel) suivent avec 10,4 millions d'euros³. Ensuite, viennent quelques groupes de presse qui ont touché, au total, autour de 5 à 6 millions d'euros: le groupe Ouest-France (6,7 millions⁴), Bayard (6,1 millions), le groupe Dassault (*Le Figaro*), Altice (principalement *Libération*), talonnés par le groupe

Ebra (4,8 millions⁵), *L'Humanité* (3,9 millions) et les autres grands groupes de presse locaux. À noter, l'apparition cette année d'une colonne «Aide au pluralisme des services de presse tout en ligne»: 8 millions d'euros répartis entre 52 médias «au titre des années 2021 et 2022». On y trouve notamment Blast (803 000 €), Les Jours (255 000 €), StreetPress (136 000 €) ou encore Basta (105 000 €). Une bonne nouvelle...

qui ne doit pas servir de cache-mi-sère: une refonte du système d'aides à la presse, comme du système de distribution de la presse, demeure toujours nécessaire. ■

¹. Sans compter le taux réduit de TVA («le ministère des finances estimant la dépense fiscale afférente à 150 M€ en 2022») et le tarif privilégié à La Poste («dont le montant est estimé à 83 M€»).

². En comptant *Challenges*.

³. En comptant le Huffington Post et en ajoutant trois

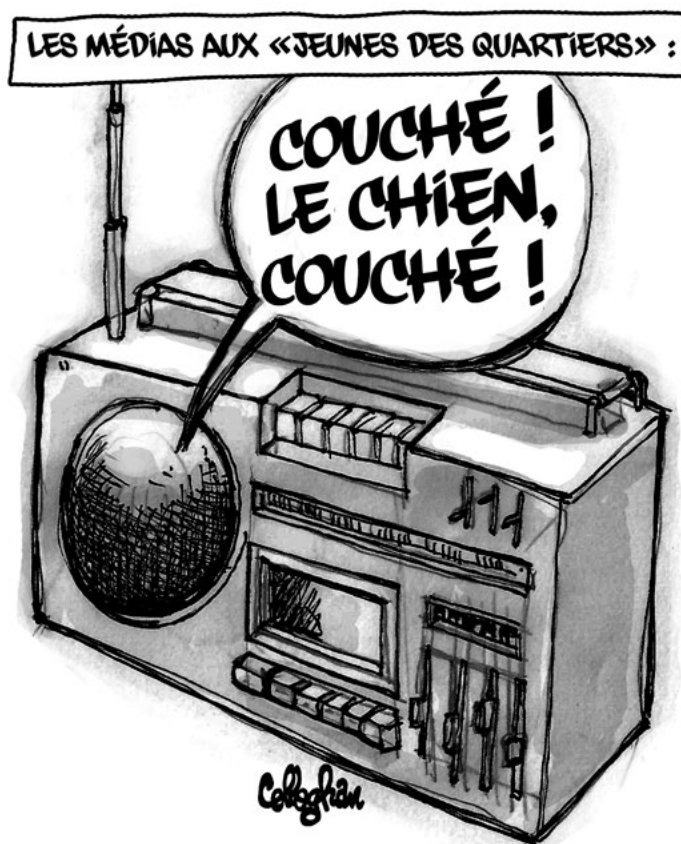
«projets communs» au titre du Fonds stratégique pour le développement de la presse (FSDP).

⁴. En ajoutant deux «projets communs» au titre du FSDP.

⁵. En comptant *Le Journal de la Haute-Marne*.

MORT DE NAHEL, RÉVOLTES URBAINES ET (RE)CADRAGE MÉDIATIQUE

Promenade à travers la PQR.



À la Une de la presse quotidienne régionale (PQR), il y a les images que montrent les rédactions, et celles qu'elles ne montrent pas. Les acteurs qu'elles soutiennent, et ceux qu'elles ne tolèrent pas. Les violences qu'elles condamnent, et celles qui ne comptent pas. Les bilans qu'elles dressent, et ceux qu'elles ne tirent pas. Les mots qu'elles emploient, et ceux qu'elles préfèrent taire. Évidemment, des Unes ne sauraient résumer la diversité des contenus éditoriaux et du travail journalistique des différents titres de la PQR que nous avons épluchés. Elles méritent néanmoins que l'on s'y attarde, d'une part parce qu'elles révèlent tout à la fois le cynisme commercial et les choix très politiques des chefferies éditoriales, et, d'autre part, du fait de leur potentiel effet de cadrage sur le débat public que leur confère leur visibilité.

«Il faut le reconnaître: ces scènes [...] ont de quoi faire honte», cingle le directeur adjoint de la rédaction du *Parisien* dans son éditto, le 28 juin. Mais qu'on ne s'y méprenne: au lendemain de la mort de Nahel, ce n'est pas de cette «scène», filmée, qu'il s'agit. Non plus de la «mort sans images»¹ d'Alhoussein Camara, 19 ans, tué lui aussi par un policier lors d'un contrôle routier une semaine plus tôt. Ce jour-là, ce qui fait honte à

Olivier Auguste, c'est la «vingtaine de membres du gang roumain des Scorpions, spécialisés dans [l']escroquerie [du jeu du bonneteau à Paris] sur la voie publique» : l'«opération de démantèlement» policière occupe, conséquemment, la double-page du *Parisien*.

Être tué à bout portant par la police ne mérite pas qu'on bouscule un ordre éditorial : l'information est bien présente, mais à la page 15 du journal, accompagnée d'un court reportage sur le rassemblement organisé devant le commissariat de Nanterre. Et comme l'indique son titre – «Neuf interpellations après des tensions avec les forces de l'ordre» –, le prisme du maintien de l'ordre écrase les trois phrases du (seul) témoignage que recueille *Le Parisien* auprès d'une manifestante.

Il faut attendre le lendemain, 29 juin, pour que la mort de Nahel fasse la Une. Et quand on la compare à celle que le quotidien affichera trois jours plus tard, on entrevoit d'emblée l'essence (et les errements) d'une ligne éditoriale :



Incompréhensible, en effet.

CENTRE ET PÉRIPHÉRIES...

Ailleurs dans la presse quotidienne régionale, le 28 juin, aucun titre ne consacre sa couverture à la mort de Nahel. Elle n'atteint la Une que lorsque les révoltes surviennent à Nanterre ou en région, ne faisant ainsi office, la plupart du temps, que d'information périphérique. «Mort de Nahel : violences à Toulouse» titre par exemple *La Dépêche* (29 juil.) ; «Drame de Nanterre : l'onde de choc» annonce *Le Télégramme* (29 juil.) sur fond de carcasses de voitures. «Nanterre sous le choc, incidents dans la métropole de Lyon» annonce *Le Progrès* en manchette. Ce sont également de simples manchettes que mobilisent *La Charente Libre* («Nanterre : la peur de l'embrace-

ment») et *La Provence* («Mort de Nahel. Soirée sous tension dans le centre-ville»). Au *Midi Libre* (comme à *Var Matin*), une capture d'écran de la vidéo du policier tenant Nahel en joue figure bien à la Une : «L'onde de choc» titre le quotidien, qui centre néanmoins davantage l'information sur les «tensions [ayant] déjà éclaté dans plusieurs villes» et dont l'article en question fera état en priorité – «Feu», «heurts», «caillassages», «troubles», «actes de vandalisme», etc. L'éditorial de Jean-Michel Servant, rédacteur en chef adjoint, illustre bien ce renversement de la hiérarchie de l'information : «La mort de Nahel

met une nouvelle fois en lumière la culture de défiance chez certains jeunes et un manque de discernement des forces de l'ordre face aux refus d'obtempérer». Une «analyse» qui vise à «inciter les politiques à prendre ces deux problèmes à bras-le-corps. Et vite! D'abord en affichant un consensus républicain pour ne pas jeter l'opprobre sur toute la police.» C'est à ses yeux la priorité. Viendra ensuite le temps du «débat législatif sur l'utilisation des armes létales lors des contrôles routiers.» Dans ce paysage, très rares sont les quotidiens à remettre les pendules à l'heure. «Ado tué par la police : un drame "inexcusable"» peut-on lire en manchette dans *Ouest-France*, ayant au moins le mérite d'en revenir à l'information principale...

Puis, le 30 juin, «l'embrasement» gagne la presse locale sur fond de voitures calcinées et de vitrines brisées. À de très rares exceptions près : *La Marseillaise* titre «Soif de justice» en affichant la photo d'un rassemblement devant la préfecture de Marseille tandis que *Le Télégramme*, *Sud Ouest* et *Ouest-France* choisissent des photos de la marche blanche de Nanterre.

Les jours suivants, les titres de la PQR se rejoignent sur une même ligne : le maintien de l'ordre. Les rédactions se demandent «Comment éteindre le feu ?» (*L'Alsace*, 30 juin), «Comment on en sort ?» (*La Dépêche*, 1^{er} juil.), «Comment mettre fin à la violence ?» (*La Montagne*, 1^{er} juil.), bref, comment stopper «le chaos» et l'«état de crise» (*La Provence* et *Midi Libre*, 1^{er} juil.) ; «Sortir des violences» ordonne *L'Ardennais* (3 juil.) ; «Un ordre à rétablir» intime *Midi Libre* (2 juil.) ; «Jusqu'où ?» tempête *Nice Matin* (1^{er} juil.). Et après l'attaque du domicile du maire de L'Haÿ-les-Roses, les condamnations médiatiques sont unanimes : «L'indignation» titrent le *Dauphiné Libéré*, *La Dépêche* et *L'Est Républicain* (3 juil.) ; «Ça suffit!»

1. Lire Daniel Schneidermann, «Avant Nahel, Alhousseim Camara, un mort sans images», *Libération*, 30 juin.

2. Lire «Violences policières : Virgil, 24 ans, éborgné par un tir de LBD», *Blast*, 10 juil.

Un travail de sélection, de hiérarchisation et de mise en récit uniformes de "l'actualité" s'opère dans la PQR.

l'embrasement» (*Midi Libre* et *Le courrier de l'Ouest*, 30 juin). Et autant de questionnements ou d'injonctions – « jusqu'où ? », « comment mettre fin aux violences ? », « ça suffit ! » – qui ne seront jamais formulés en Une par la PQR s'agissant des violences policières et racistes.

Puis, le 4 juillet, les maires deviennent les protagonistes centraux du paysage de la presse locale, réunis à l'Élysée par Emmanuel Macron, et auxquels les chefferies médiatiques accordent un soutien moral. Ils font la Une des *DNA*, du *Maine Libre*, du *Midi Libre*, de la *Nouvelle République*, de *Sud Ouest*, du *Télégramme*, de *La Voix du Nord*, de *Presse Océan*, *Paris Normandie*, *Ouest-France*, etc. et reçoivent les encouragements chaleureux de *Nice Matin* (« Tous avec les maires ! ») et de *La Charente Libre* (« En rangs serrés derrière les maires »). Outre ces derniers, les commerçants figurent eux aussi au rang des acteurs dignes de compassion tant ils « n'en peuvent plus », selon le titre de *L'Ardennais* (4 juil.). Compassion également au *Parisien*, avec ce gros titre : « Au cœur des émeutes. Le témoignage choc d'un policier » (1^{er} juil.).

Il ne s'agit pas de critiquer la tonalité des commentaires en elle-même, ni de remettre en cause la pertinence de ces informations, mais de prendre acte du travail de sélection, de hiérarchisation et de mise en récit uniformes de « l'actualité » qui s'opère dans la PQR. C'est dans cette même perspective qu'elle prétend tirer « le bilan »

des événements – un bilan essentiellement matériel, comme le veut le cadrage médiatique à la fois dominant et traditionnel à la suite d'un mouvement social : « Casse et pillages : qui va payer ? » s'interrogent les *Dernières nouvelles d'Alsace* (2 juil.), de concert avec

Ouest-France, qui annonce un « très lourd bilan » (5 juil.); *Le Populaire du Centre* présente « la première facture des émeutes » (4 juil.), *Le Courrier Picard* sonne « l'heure de la facture » (5 juil.) tandis que *L'Est Républicain* annonce aussi « l'heure des bilans » (5 juil.) en s'inquiétant de la « facture salée » due aux dégradations de bâtiments. Et du côté du *Parisien* (4 juil.), un encadré de la Une est dédié au président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, qui déplore « plus de 1 milliard de dégâts pour les entreprises ». « Les soldes plombés par les émeutes » osera encore *L'Union* une semaine plus tard (10 juil.), inquiet : « La prolongation d'une semaine de la période de soldes suffira-t-elle à combler le manque à gagner ? »

En revanche, ne figurera jamais en Une un « autre bilan ». Celui que pointait par exemple David Dufresne – réagissant à un titre du *Monde* qui relayait lui aussi le bilan chiffré du ministre de l'Intérieur – et auquel s'ajoutent d'autres victimes de violences policières, à l'instar de Virgil, 24 ans, éborgné par un tir de LBD².



RETOUR À LA « NORMALE »

C'est ainsi que, peu à peu, la PQR reprend son train-train. Le 5 juillet, à la Une de la *Charente Libre*, on parle rugby. Cyclisme au *Bien Public*, basket-ball à *La Montagne*, football à *La Provence*, voiture diesel au *Parisien* et photographie dans le *Journal de Saône-et-Loire*. Les faits divers reprennent leurs droits au *Berry Républicain* et le marronnier du baccalauréat, avec son lot de visages souriants, illumine les Unes

“Les émeutes de ces derniers jours finissent d’abîmer l’image de la France dans le monde.”

La Dépêche

de *La Nouvelle République*, du *Républicain lorrain*, de la *République du centre*, de *L'Union* et de *La Voix du Nord*. *La Provence* inaugure le festival d'Avignon en fanfare : « Que la fête commence ! » (6 juil.) ; *La Voix du Nord* constate, radieuse, qu'à l'approche des « vacances d'été », sa « région a la cote ! » (6 juil.), tandis que *Var Matin* s'interroge gravement : « L'eau de mer est bonne ? » (6 juil.). Ailleurs, les *DNA* se réjouissent de la santé du secteur du « luxe, un moteur français » (6 juil.), *Le Dauphiné libéré* rattrape le temps perdu en pestant contre la « galère sans fin dans les trains » (6 juil.) et *Le Progrès* se demande « où va passer le nouveau tram express » (6 juil.). La page Nahel semble bel et bien tournée.

Ou presque... Ici et là, les révoltes populaires laissent quelques traces à la Une et les gardiens de l'ordre donnent une dernière leçon aux fauteurs de trouble. « Le monde ne nous reconnaît plus » se lamente ainsi *La Dépêche* (5 juil.), qui déplore qu'« après la crise des Gilets jaunes et la longue séquence des manifestations contre la réforme des retraites, les émeutes de ces derniers jours finissent d'abîmer l'image de la France dans le monde ». Aussi, c'est avec un titre presque revanchard que le quotidien de la famille Baylet annonce le lendemain « l'heure des comptes » pour les « émeutiers au tribunal ». Une répression judiciaire hors-norme, jamais nommée comme telle à la Une des quelques journaux daignant en faire état, qui évoquent des hordes d'« émeutiers » (*Le Berry Républicain*, *Le Courrier Picard* ou *L'Est Républicain*, 4 juil.) et autres « incendiaires » (*Nord éclair*, 6 juil.). De son côté, *Presse Océan* (5 juil.) relaie les condamnations et la « polémique » suscitées par le « stand anti-police » qui décora « une buvette lors du festival Les Scènes vagabondes » à Nantes : « La Ville condamne, le préfet a saisi le procureur », bref, tout est en ordre. À *Nice Matin* également : « À l'école du Raid » titre le journal, promouvant opportunément la formation que s'appête à dispenser l'unité d'élite à la police municipale, friande de « clés pour apprendre à gérer les crises » (6 juil.). Quant à la crise de la presse, elle a de beaux jours devant elle. ■



dans
le rang

DE L'APPEL AU CALME AU RAPPEL À L'ORDRE

La séquence médiatique qui fait suite à la mort de Nahel et aux révoltes dans les quartiers populaires est exemplaire à plus d'un titre.

Discussions à sens unique sur des plateaux uniformes, reprise sans distance de la communication préfectorale, sources «non officielles» contestées, pénurie d'analyse et images chocs en boucle ont été les ingrédients d'une soupe peu ragoûtante. La plupart des médias ont aussi multiplié injonctions et prescriptions à l'égard de leurs invités qui contestaient la lecture policière et sécuritaire qui s'imposait partout: toute personne refusant d'appeler au calme était automatiquement rappelée à l'ordre.

L'APPEL AU CALME

Les révoltes dans les quartiers populaires dans les jours suivants la mort de Nahel, tué par un policier, ont laissé peu de place à la nuance, et les médias ont tranché: avant toute discussion, il faut appeler au calme. «On est obligé de faire passer ce message-là! On est obligé de faire passer ce message-là!» clame Maxime Switek sur BFM-TV (28 juin). Sur LCP, quand le député Renaissance Robin Reda condamne «cet embrasement-là» qu'il

qualifie «d'injustifiable», la présentatrice Myriam Encaoua l'accompagne d'un «c'est clair» approuvateur (29 juin). Dans «C dans l'air» sur France 5, Caroline Roux consulte les autres journalistes sur son plateau à propos des «jeunes»: «Est-ce qu'ils entendent les messages d'apaisement, est-ce que la parole politique a encore du poids pour les faire rentrer tranquillement à

la maison?» La déconnexion est totale et le ton est donné. D'ailleurs France Info a compris: «l'urgence, ces derniers jours, c'était le retour à l'ordre.» (Agathe Lambret, 4 juil.) Mais c'est Alba Ventura, la chroniqueuse matinale de RTL, qui résume le mieux la rengaine médiatique du moment (RTL, 3 juil.): «Dans les moments de crise, de tensions extrêmes, lorsqu'on est une personnalité politique, à la hauteur de sa fonction, on fait preuve de responsabilité. Et quand des émeutes secouent notre démocratie, la responsabilité est d'appeler au calme. Quand on jette de l'huile sur le feu, on est un danger public.»

“Quand des émeutes secouent notre démocratie, la responsabilité est d'appeler au calme.”

Alba Ventura

“La gravité de la situation impose à tous, pour l’instant, le devoir d’appeler au calme.”

Le Monde

Dans la presse écrite, c’est la même tambouille. Du haut de son magistère, *Le Monde* assène: «*La gravité de la situation impose à tous, pour l’instant, le devoir d’appeler au calme.*» (3 juil.) *Le Parisien* propose une variante et incite à «avoir [...] le courage [...] de l’apaisement» (30 juin). Sur le site de *20 Minutes*, on se demande «quel positionnement [...] adoptera la famille de la victime?» Et on espère: «Diffusera-t-elle un message d’appel au calme, ce qui aurait assurément un poids?» (29 juin) Les exemples sont légion. À la façon d’un algorithme, le slogan est repris mécaniquement dans chaque article ou éditorial qui mentionne les mots clés de «banlieue», «cités», «Nahel» ou «émeutes».

Et si certains dirigeants ou partis politiques ne reprennent pas l’antienne la main sur le cœur et dans les termes prescrits par les journalistes, ceux-ci ne manquent pas de le mentionner. «*Le refus d’appeler au calme signe la trahison républicaine de certains responsables politiques*» claironne ainsi Christophe Barbier dans l’hebdomadaire macroniste *Franc-Tireur* (6 juil.). L’éditorialiste politique vedette de France 2, Nathalie Saint-Cricq, va même jusqu’à affirmer que ceux qui n’appellent pas au calme «cautionnent ou légitiment la violence»: «*Alors c’est une formule stylistique qui n’est pas “j’appelle à la violence”, mais “je n’appelle pas au calme”.*» (France 5, 29 juin) Comme aucun autre mot d’ordre que l’appel au calme n’est toléré, il est normal que la directrice de *Marianne*, Natacha Polony, se fâche sur Arte (30 juin): «*Quand on voit l’extrême gauche ou la Nupes, les Insoumis qui en sont à appeler quasiment à l’insurrection, c’est tout aussi scandaleux [que] les tweets de toute l’extrême droite.*» Feignant de lui apporter la contradiction, le journaliste de France Culture Frédéric SAYS constate bêtement: «*Ils refusent d’appeler au calme.*» Et il est temps de les rappeler à l’ordre.

LE RAPPEL À L’ORDRE

Refuser d’appeler au calme ne signifie pas ne pas vouloir le retour au calme, exclure d’appeler au calme ne revient pas nécessairement à appeler à l’agitation. Mais le distinguo est trop subtil pour les perroquets des ondes qui vont d’abord répertorier les fautifs: «*C’est tous ceux qui quelque part, alimentent,*

manipulent ou qui exploitent ce qui se passe.» Et Olivier Bost les désigne sur RTL: «*La liste n’est pas exhaustive d’ailleurs au passage: La France insoumise, le comité Adama Traoré jusqu’aux islamo-séparatistes.*» (30 juin) Sur Europe 1, Alexis Brézet complète le répertoire: «*Les incendiaires de la Nupes, les boutefeux de LFI. Les Jean-Luc Mélenchon, les Sandrine Rousseau, les Marine Tondelier. Tous ceux-là qui d’habitude hurlent si fort contre la récupération et là se jettent comme des vautours sur ce drame dans l’espoir d’alimenter leur petite révolution. Alors oui, ceux-là, à coup sûr, sont inexcusables.*» (29 juin) *Le Monde* choisit de mettre Éric Zemmour et Jean-Luc Mélenchon sur le même plan: «*Deux attitudes également incendiaires. Pour ces deux-là, l’évidence saute aux yeux: il ne s’agit plus de sauver la République mais de la faire tomber.*»

Puis, une fois les coupables bien repérés, on spéculé sur les raisons d’un tel positionnement. Et pour Renaud Dély, rien de plus simple: «*On sait pourquoi La France insoumise le fait, pour deux raisons. D’abord, parce qu’ils sont dans une stratégie de radicalisation et de chaos pour essayer d’installer un face à face à terme entre eux et l’extrême droite, et d’autre part, pour des raisons électorales y compris dans ces quartiers-là.*» (France Info, 30 juin) Renaud Dély sait. Et il n’est pas le seul. Sur Sud Radio (1^{er} juil.), les commentateurs de la droite extrême s’alignent sur son point de vue. D’abord le philosophe de télévision, Michel Onfray: «*C’est une stratégie et une tactique politique de Jean-Luc Mélenchon qui est un personnage vraiment détestable. C’est une catastrophe pour l’histoire de France [...]. Ils vont découvrir très vite qu’ils ont mis en place un monstre qui leur échappe.*» Mis au défi par de tels propos, le politologue et chroniqueur Guillaume Bigot se doit de surenchérir pour ne pas être débordé sur sa droite: «*Oui, le vrai parti de l’étranger, c’est LFI. Faut pas oublier EELV, ils se tirent la bourre aussi. Il y a une course à l’échalote [...]. Tous ces gens-là ont une complicité avec l’islamisme [...]. Ils sont des collaborateurs de l’extrême droite islamique [...]. Ils disent qu’ils veulent la sixième République, ils disent*

qu’ils veulent faire tomber le capitalisme pour sauver le climat; mais là ils sont prêts à la politique, non pas de la terre brûlée, mais de la République brûlée [...]. Ils font brûler la République.» Rien de moins.

“Le refus d’appeler au calme signe la trahison républicaine de certains responsables politiques”

Christophe Barbier

“Le vrai parti de l'étranger, c'est LFI. Faut pas oublier EELV, ils se tirent la bourre aussi. [...]. Tous ces gens-là ont une complicité avec l'islamisme [...]. Ils sont des collaborateurs de l'extrême droite islamique [...]. Ils font brûler la République.”

Guillaume Bigot

Aussi, quand les dangereux agitateurs susnommés se retrouvent confrontés aux questions des journalistes, on est plus proche du passage à tabac que de l'interview. C'est le cas pour la députée Alma Dufour lorsqu'elle est interrogée par Myriam Encaoua sur LCP (29 juin): «*Est-ce que vous nous dites ce soir: “j'appelle au calme”? Est-ce que vous pouvez le dire, ça?*» ; «*Non mais vous ne répondez pas à ma question-là! Je vous ai posé une question très très précise.*» ; «*Donc vous condamnez au fond, ce soir, tous ces incidents ou pas?*» etc. Autre invité, autre journaliste, mais même ambiance sur France Info (4 juil.) avec le député LFI Manuel Bompard, qui subit un interrogatoire en règle par Agathe Lambret: «*Mais pourquoi vous n'avez pas appelé au calme, par exemple?*» ; «*Pourquoi vous n'avez pas appelé au calme?*» ; «*Est-ce que vous avez encouragé les exactions par votre silence?*» ; «*Mais c'est pas le rôle d'un élu d'appeler au calme?*» etc. Le même se retrouve confronté à la question sur BFM-TV/RMC dans une séquence d'anthologie orchestrée par Apolline de Malherbe (6 juil.): «*Je vous ai posé une question: est-ce que vous condamnez ces violences?*» ; «*Il y a quand même cette question aussi de l'appel au calme.*» ; «*J'ai posé une question très précise: Avez-vous appelé au calme?*» etc.

Dans tous les cas, les questions sont à sens unique et la nuance est tout simplement interdite. À la manière des interviews qui suivent les débordements en

marge des manifestations (et le fameux: «*condamnez-vous les violences?*»), les journalistes ont trouvé ici une variante aussi peu subtile («*appelez-vous au calme?*») qui occupe l'essentiel de leurs entretiens et leur permet ainsi de faire – à peu de frais – abstraction du reste (montrer pour cacher) tout en passant pour des contradicteurs de choc.

Cette séquence médiatique en deux temps indique aussi que si les médias n'ont pas le pouvoir «*d'appeler au calme*», ils ont le pouvoir de contraindre une partie des politiques à le faire. Par son pilonnage intensif, le récit médiatique a précédé l'outrance du récit politique sur cette affaire, en construisant (encore une fois) LFI comme un ennemi de l'intérieur sortant du champ républicain. Et ce n'est pas un hasard si, lors de la séance des questions au gouvernement, la Première ministre Élisabeth Borne s'est pliée aux exigences médiatiques du moment en répondant à l'intervention de Mathilde Panot:

Vous refusez de condamner clairement les violences, vous refusez d'appeler au calme [...]. Quand vos députés rejettent tout appel au calme, vous sortez du champ républicain! Quand une de vos députés affirme que «la fin justifie les moyens», vous sortez du champ républicain! Quand votre leader parle de permis de tuer pour les policiers, de peine de mort pour les jeunes de quartiers et nous traite de chiens de garde, vous sortez du champ républicain!

À bien y regarder, on peut se demander si ces quelques phrases n'ont pas été empruntées à un éditorial vespéral ou à un entretien musclé entendu le matin même. ■

“Est-ce que vous avez encouragé les exactions par votre silence?”

Agathe Lambret

GUERRE EN UKRAINE: UN MISSILE ET DEUX JOURNALISMES

Le 6 septembre, un missile est tombé en plein cœur de la ville de Kostiantynivka (Ukraine), faisant 17 morts et plus de 30 blessés. Les médias sont unanimes: le missile vient des Russes. Mais 12 jours plus tard, après une enquête approfondie,

le *New York Times* remet en question cette version. Une illustration de ce que peut faire le journalisme: le pire comme le meilleur.

Le 6 septembre, l'AFP cite Volodymyr Zelensky: «L'artillerie des terroristes russes a tué 16 personnes dans la ville de Kostiantynivka, dans la région de Donetsk». Aussitôt les médias reprennent à leur compte et avalisent l'information.

Sur France Culture (journal de 18h, 6 sept.), encore, les faits sont présentés ainsi: «Dans l'est de l'Ukraine, une attaque russe contre la ville de Kostiantynivka a fait au moins 16 morts et 30 blessés. C'est un marché qui a été touché, ainsi que plusieurs autres commerces et une pharmacie.» Le 6 septembre, toujours, chez «Quotidien» sur TMC: «Cet après-midi, l'armée russe a commis un nouveau crime de guerre».

Et si la plupart des journaux télévisés ou de radio se contentent de résumer les faits tels que décrits par le président ukrainien, LCI se perd en conjectures. Dans son émission de fin de journée («24h Pujadas», 6 sept.), David Pujadas interroge ses invités: «Que s'est-il passé?» Et le décryptage commence, images satellite et vidéos amateur à l'appui, les «analyses militaires» succèdent aux indignations sur le plateau. Puis Pujadas conclut: «un missile imprécis et peut-être la volonté de terroriser.»

Problème: l'évidence de l'attaque russe est remise en doute douze jours plus tard par le *New York Times*, après une longue enquête menée par cinq journalistes. Extraits: «Les preuves recueillies et ana-

lysées par le *New York Times*, notamment des fragments de missiles, des images satellite, des témoignages et des publications sur les réseaux sociaux, suggèrent fortement que la frappe catastrophique était le résultat d'un missile de défense aérienne ukrainien errant tiré par un système de lancement Buk.» Ou la différence entre un journalisme qui réagit à chaud, faisant aveuglément confiance aux déclarations officielles (ukrainiennes et occidentales, en l'occurrence) et un journalisme d'enquête, qui prend le temps...

d'enquête. Hélas, c'est souvent le premier qui l'emporte sur le second, alors même que cet épisode n'est pas unique en son genre.

Par ailleurs, et comme le rapporte le *New York Times*, le doute s'installe dès lors que «les autorités ukrainiennes [tentent] d'empêcher les journalistes

du *Times* d'accéder aux débris du missile et à la zone d'impact immédiatement après la frappe.» Le lendemain de cette publication, le gouvernement ukrainien rejette les affirmations du journal américain, affirmant que «la vérité sera établie de manière juridique». Cet exemple exemplaire rappelle qu'en temps de guerre, les belligérants – des deux côtés et à leur manière – usent et abusent de leur pouvoir d'information et de propagande. Et la guerre déclenchée par la Russie en envahissant l'Ukraine n'y échappe pas, les médias devraient s'en souvenir. ■

En temps de guerre, les belligérants – des deux côtés et à leur manière – usent et abusent de leur pouvoir d'information et de propagande.



euronews.

Ukraine : au moins 17 morts dans une frappe russe sur un marché dans l'est

franceinfo

Guerre en Ukraine : une frappe russe sur un marché dans l'est du pays fait au moins 17 morts et des dizaines de blessés

RTL

Guerre en Ukraine : au moins 16 morts après une frappe russe sur un marché



Guerre en Ukraine : au moins 17 morts dans une frappe russe sur un marché dans l'Est

L'EXPRESS

Guerre en Ukraine : au moins 16 morts dans une frappe russe sur un marché dans l'est

LOUIS VUITTON

Un bombardement russe fait au moins 16 morts sur un marché dans une ville de l'est de l'Ukraine



• 14 h 41 : au moins 16 personnes tuées dans une attaque russe contre la ville de Kostiantynivka, dans l'est de l'Ukraine

Midi Libre

Au moins 17 personnes ont été tuées et plus d'une trentaine d'autres ont été blessées mercredi dans une attaque russe commise contre la ville de Kostiantynivka dans l'est de l'Ukraine au premier jour d'un déplacement du secrétaire d'Etat, Antony Blinken.

Le Parisien

Guerre en Ukraine : une frappe russe fait au moins 16 morts dans l'est du pays

RACISME DANS LA POLICE, UN NON-SUJET MÉDIATIQUE

Le débat n'aura (toujours) pas lieu

La mort de Nahel, tué par un policier le 27 juin, aurait pu relancer dans le débat public la question du racisme dans la police. Mais sur BFM-TV – comme presque partout ailleurs dans l'audiovisuel, ainsi que dans une large partie de la presse – cette question reste largement taboue, comme le demeure celle des violences policières.

Le 4 juillet, dans « Le live Toussaint » de BFM-TV, la journaliste Ashley Chevalier amorce une revue de la presse étrangère au sujet des révoltes en cours ayant éclaté à la suite de la mort de Nahel: *Europe, États-Unis, Russie, Chine, jusqu'au Mexique... On en a parlé dans les journaux télévisés avec plus ou moins de sensationnalisme vous allez voir. Et pas besoin d'être polyglotte pour tout comprendre!*

Passons sur le fait d'entendre BFM-TV ironiser sur le traitement sensationnaliste de l'information... car l'essentiel est ailleurs. Passés quelques extraits de journaux télévisés étrangers, la journaliste évoque les analyses de la presse anglophone:

Manifestement, quand on lit la presse étrangère, il n'y a pas que le Times qui l'avait vu venir, ils l'ont tous vu venir! « Dans les banlieues et les quartiers populaires français, la colère est toujours palpable, prompte à rejaillir », dit le Washington Post.

Sauf que l'article du *Washington Post* dit surtout combien « le racisme systémique embrase les villes françaises », comme l'indique... son titre, qui s'affiche à l'antenne! Dommage que la journaliste de BFM-TV n'ait pas été assez « polyglotte » pour le comprendre et mettre sur la table ce qui constituait pourtant l'angle principal de cet article.

Alors, déni? auto-censure? Une chose est certaine: sur BFM-TV, le racisme dans la police n'est pas un fait, en dépit des condamnations judiciaires de la France en la matière, des innombrables enquêtes de presse, études sociologiques, rapports d'ONG, du Défenseur des droits et d'organisations internationales existant sur le sujet jusqu'au rapport du déontologue du ministère de l'Intérieur lui-même, qui décrivait il y a moins d'un an « les discriminations qui règnent au sein des forces de l'ordre »¹.

À l'antenne de BFM-TV, le 2 juillet, une journaliste entreprend ainsi d'y voir plus clair auprès... du préfet de police de Paris, Laurent Nuñez: « Est-ce que selon vous il y a du racisme dans la police? » La question en elle-même pose problème: ainsi formulée, en effet, elle sous-entend que le phénomène ne serait qu'une opinion au doigt mouillé, tout au plus une

1. « Racisme dans la police: Mediapart révèle un rapport interne qui appelle à "nommer les faits par leur nom" », Mediapart, 1^{er} novembre 2022.

2. « ÊJustice pour Adama: journalisme de préfecture au 20h », Acrimed, 18 juin 2020.

3. « Mouvement social et violences policières: des journalistes s'indignent des consignes de leur direction », Mediapart, 5 avril 2023.

**Les policiers
syndicalistes
entrent dans les
studios comme
dans un moulin,
défilent en plateau
à la queue leu leu
et voient en prime
leur communication
assidûment relayée
par la rédaction.**

rumeur qu'«on entend dans les rues», selon l'expression qu'avait utilisée le «20h» de France 2 en 2020².

Terrassé par la virulence de cette adresse, Laurent Nuñez ne se prive pas pour couper court: «Non, certainement pas», assène-t-il, sans que les trois journalistes en plateau s'en émeuvent outre-mesure. Et il insiste: «Il n'y a pas de racisme dans la police». «On vous a entendu», lui répond simplement Benjamin Duhamel, avant de classer l'affaire sans suite. On a connu contradiction journalistique plus étayée!

Ou plus acharnée... Celle, par exemple, dont fit preuve Apolline de Malherbe face à Manuel Bompard quatre jours plus tard dans la matinale de RMC et BFM-TV (6 juil.). Le député de La France insoumise revenait alors précisément sur cette interview du préfet de police:

– **Manuel Bompard:** Monsieur Nuñez [...] dit: «Non, il n'y a pas de racisme dans la police» [coupé]

– **Apolline de Malherbe:** Non, il ne dit pas: «Il n'y a pas de racisme».

– **Manuel Bompard:** Si, si!

– **Apolline de Malherbe:** Il dit: «On ne peut pas parler d'un racisme systémique.»

– **Manuel Bompard:** Non! Non!

– **Apolline de Malherbe:** Il a dit: «On ne peut pas parler d'un racisme systémique»!

Trois interruptions... et trois mensonges.

Certes, le verrouillage de BFM-TV sur toute question ayant trait à la police ne surprend plus. Les policiers syndicalistes entrent dans les studios comme dans un moulin, défilent en plateau à la queue leu leu et voient en prime leur communication assidûment relayée par la rédaction. Il y a quelques mois, Mediapart révélait que la direction de la chaîne avait même «officiellement proscrit» l'usage du terme «violences policières», le jugeant «politiquement connoté», et incitait ses journalistes à «lui préférer des formules du type “dérapages” [...] ou “accusations de violences policières”»³. Des consignes que certaines des têtes d'affiche de la chaîne appliquent avec zèle, allant jusqu'à inciter des intervenants invités à l'antenne à s'y conformer.

Le 1^{er} juillet, par exemple, le présentateur Ronald Guinrange se permet de reprendre le maire de Trappes, Ali Rabeh, au moment où ce dernier avance que «les violences policières [sont] le déclencheur» de révoltes. «Les violences commises par des policiers», corrige le journaliste. Quelques minutes plus tard, rebelote:

– **Ali Rabeh:** Moi, je demande au président de la République des signaux, c'est important. Il doit pouvoir parler de la question des violences policières et ouvrir un cycle de discussion avec la population.

– **Ronald Guinrange:** Je me permets de vous reprendre sur l'expression violences policières, qui induit un systémisme et qui a priori n'est pas le cas.

C'est ainsi que, systématiquement, jusque dans la sémantique utilisée, «l'information» est saturée de biais, quand sa lecture n'est pas ouvertement orientée par les commentaires. Le matin du 8 juillet, un autre présentateur, Philippe Gaudin, présente les revendications du Comité Adama, qui appelle alors à manifester, en affirmant à plusieurs reprises que ce dernier entend protester «contre le racisme supposé dans la police»... Ou comment en un mot, l'homme-tronc de service parvient à éditorialiser une information qui lui déplaît...

Ailleurs dans les médias dominants – et à rebours du travail fourni par les médias indépendants –, la question du racisme policier est également un non-sujet, à l'exception notable de *Libération*, comme du *Monde*. Tout au mieux en trouve-t-on des mentions au gré de propos rapportés, vis-à-vis desquels les rédactions prennent d'ailleurs leur distance, notamment en usant de guillemets: «Mort de Nahel. À Bordeaux, près de 300 personnes contre “l'État policier” et le “racisme systémique”» (*Sud Ouest*, 8 juil.); «Pour la tante de Nahel, “le racisme et la discrimination au sein de la police doivent cesser”» (*La Voix du Nord*, 3 juil.); «Mort de Nahel: la France doit “s'attaquer sérieusement aux profonds problèmes de racisme parmi les forces de l'ordre”, juge l'ONU» (France Info avec AFP, 30 juil.)... Ces faits n'étant la plupart du temps jamais mis en perspective, ils n'ont au mieux la valeur que de simples témoignages isolés, quand ils ne sont pas présentés, au pire, comme des partis pris ou des déclarations partisans. ■

**“Je me permets
de vous reprendre
sur l'expression
violences
policières,
qui induit
un systémisme
et qui a priori
n'est pas le cas.”**

Ronald Guinrange

PLURALISME DE L'OUTRANCE

Écouter des gloires de second rang de l'éditorialisme politique discuter sur une radio à l'audience confidentielle a au moins un mérite : toucher au plus près la vulgate du métier. Surtout quand l'animateur promet qu'il n'y aura « pas de off, pas de langue de bois. Vous pouvez vous livrer sans fard, vous lâcher, tout nous raconter ». Radio J, 4 octobre : festival garanti...

C'est David Revault d'Allonnes, passé par *Libération*, *Le Monde* et le JDD, éditorialiste sur France 24 et Europe 1, l'un des convives du déjeuner présidentiel¹ organisé par Emmanuel Macron juste avant la mobilisation contre la réforme des retraites, qui a le loisir de présenter l'émission hebdomadaire « Ça reste entre nous » sur Radio J. Une « émission politique comme nulle part ailleurs », affirme-t-il tout en modestie : « Les meilleurs spécialistes réunis pour expliquer les coulisses, décrypter les choix, les stratégies, les petites réussites et les grands malheurs de nos femmes et de nos hommes politiques, le tout sans la moindre langue de bois, c'est rare. » Ou plutôt ce qui se pratique partout ailleurs... avec la même catégorie d'interlocuteurs qu'ailleurs. À savoir : « Autour de la table,

l'élite du journalisme politique français, les Top gun du décryptage, les forces spéciales, la crème de la crème et aujourd'hui c'est la dream team. Tout d'abord, l'indispensable Roselyne Febvre, éditorialiste politique, rédactrice en chef à France 24 [...]², l'inévitable Michaël Darmon, i24News [...] et l'innarrêtable Antonin André du Journal du dimanche. »

Et quand « l'élite du journalisme politique » s'intéresse à Jean-Luc Mélenchon, c'est jour de fête. Antonin André – anciennement (entre autres) chef du service politique d'Europe 1, chef adjoint du service politique de France 2, rédacteur en chef de « C politique » sur France 5 et chroniqueur sur BFM-TV – ouvre le bal :

Aujourd'hui, on est entre Tatïe Danielle et Ceausescu, suivant qu'on choisit d'en rire ou d'en avoir peur. C'est-à-dire qu'on est vraiment dans cette espèce de folie irrationnelle, et je pense qu'il va falloir, à un moment ou à un autre, poser la question de l'expertise psychiatrique de Jean-Luc Mélenchon.

Et l'éminent « spécialiste » va crescendo :

Parce qu'en réalité, il y a une forme d'irrationalité dans sa façon de faire de la politique, qui est déroutante. Et au-delà, il faut

« J'espère que l'expertise psychiatrique sera demandée et qu'on pourra le neutraliser définitivement. »

Antonin André

le dire quand même, je commence à en avoir ras-le-bol, moi, des pudeurs de gazelle, comme il dit. Jean-Luc Mélenchon n'est pas un démocrate. Jean-Luc Mélenchon est un type autoritaire, totalitaire.

« Vous pouvez vous lâcher », disait Revault d'Allonnes. Message reçu cinq sur cinq par Antonin André, sous les rires du plateau : *Ce qui me laisse pantois, parce que moi, la gauche, c'est ma famille d'origine, j'ai toujours voté à gauche [...], ce qui ne lasse d'exaspérer c'est à quel point il reste populaire dans cette partie-là de la gauche, et je me dis : mais ces gens-là, soit sont des fous dangereux, soit on vit pas dans le même monde, et je trouve que ça finit par être assez angoissant. Donc j'espère que, d'une façon ou d'une autre, l'expertise psychiatrique sera demandée et qu'on pourra le neutraliser définitivement.*

Fermez le ban... ou presque. Au menu : un pluralisme de l'outrance. Michaël Darmon approuve – « Je souscris à 100% à ce que vient de dire Antonin » – et Roselyne Febvre embraye à son tour : « La radicalité de Mélenchon frise à la... pas à la psychose, mais à quelque chose de complètement psychiatrique. Enfin, de la névrose plutôt. Il a une forme de névrose cet homme. »

Fin du spectacle ? Antonin André en remet (encore) une couche : « Jean-Luc Mélenchon n'est pas un homme de gauche. C'est un traître à la gauche et aujourd'hui, c'est quelqu'un de dangereux pour notre démocratie. » À la « dérive totalitaire » dénoncée par ce dernier, Revault d'Allonnes répond en s'amusant : « C'est l'Albanie sans les scores électoraux. » « Sans le soleil » rectifie Michaël Darmon. « Cuba sans le soleil » reprend Revault d'Allonnes. Rideau.

Misère de l'éditorialisme politique, certifié « journalisme ». Sur Radio J... comme ailleurs³. ■

1. Lire « Déjeuner présidentiel : l'impossible autocritique », *Médiacritiques* n°46, avr.-juin 2023, p. 22.

2. On appréciera le renvoi d'ascenseur : David Revault d'Allonnes débat chaque mercredi sur France 24, dans une émission animée par... Roselyne Febvre.

3. Lire « Les éditocrates déchaînés contre Jean-Luc Mélenchon », *Médiacritiques* n°47, juil.-sept. 2023, p. 7.

QUAND FRANCE INFO DISCRÉDITE BASTA

Misère du «fact-checking» et journalisme de préfecture: un cocktail explosif.

Le 30 juin, dans sa chronique «Le vrai du faux», une fact-checkeuse de France Info entre-

prend de vérifier l'affirmation de Yannick Jadot ayant déclaré la veille, sur cette même radio, que «*depuis cette loi [de 2017], selon les chercheurs, il y a eu cinq fois plus, cinq fois plus de tirs mortels sur des personnes qui sont dans des véhicules.*» «Alors, [...] est-ce que c'est vrai?», l'interroge son compère. «C'est plus compliqué que ça», répond-elle, avant d'enchaîner:

Car les chercheurs se sont appuyés, entre autres, sur une base de données réalisée par le média en ligne Basta, qui a compilé le nombre de morts à la suite d'une action des forces de l'ordre sur une période qui va de 1977 à 2022. Or, Basta n'est pas une source officielle hein. C'est un média, clairement marqué à gauche, et qui n'est donc pas neutre.

Simplicité du fact-checking! Et voilà réglé le sort – et la valeur – de l'enquête réalisée par les journalistes de Basta recensant, plus largement, «*les morts suite à l'action des forces de l'ordre*». Une base de données précisément sourcée, dont la méthodologie a fait l'ob-

jet d'un article explicatif, citée, comme le signale la journaliste de France Info, par trois chercheurs spécialistes du maintien de l'ordre en France dans une étude récemment parue dans la revue *Esprit*¹.

«À gauche, donc pas neutre». À quoi tient, sur France Info, le crédit à accorder au travail d'une rédaction toute entière et, par capillarité, celui de trois chercheurs! Déclamée avec autant d'aplomb que de sincérité, cette remarque n'en est pas moins révélatrice des mythes professionnels qui gangrènent les médias dominants s'agissant de la «neutra-

lité» des sources, en particulier dès lors que l'action policière est à l'étude, et de ce qui est jugé digne ou non d'être considéré comme une «information».

LES SOURCES «OFFICIELLES»... OU INSTITUTIONNELLES?

Comme elle l'explique en effet un peu plus tôt, ce qui gêne la journaliste de France Info, c'est qu'«il

1. Sebastian Roché, Paul le Derff et Simon Varaine, «Homicides policiers et refus d'obtempérer. La loi a-t-elle rendu les policiers irresponsables?», *Esprit*, septembre 2022.

n'existe pas de chiffres officiels. Il y a bien un rapport de l'IGPN publié en 2021. Il répertorie les tirs de policiers sur des véhicules en mouvement, c'est-à-dire après un refus d'obtempérer, mais il ne détaille pas les tirs mortels et non-mortels. Nous avons donc contacté le ministère de l'Intérieur pour obtenir ces chiffres, qui nous a répondu que ces données sont, je cite, "en train d'être compilées".

Sur France Info, on n'interrogera pas la neutralité du ministre de l'Intérieur, qui n'est sans doute pas assez « clairement marqué » à droite ! Du reste, on se souvient que la cheffe du service « police-justice » de la station a elle-même indiqué combien le périmètre des sources certifiées par France Info était aussi diversifié... que circulaire : de la police à la préfecture en passant par le Parquet et le ministère...²

De toute évidence, rien n'y fait : France Info accorde une présomption d'objectivité aux « informations » livrées par les sources policières, lesquelles sont exclues du champ des « parties prenantes », estampillées « officielles », « fiables », et dont la parole occupe conséquemment une place prépondérante dans sa couverture de l'actualité. Ce sont précisément ces mêmes œillères qui conduisent la journaliste « fact-checking » de France Info à exempter *a priori* les rapports de l'IGPN et du ministère de l'Intérieur de toute partialité... Aussi, très logiquement, la journaliste conclut sa chronique en précisant que si « on peut prouver un élément », c'est celui que met en évidence... le rapport de l'IGPN : un « *pic du nombre de tirs, mortels ou non mortels, sur des véhicules en mouvement sur l'année 2017* ».

Le rapport annuel de l'IGPN figure par ailleurs au rang des sources (plurielles) de Basta pour construire son étude, que la rédaction n'a d'ailleurs jamais eu la prétention de décréter « exhaustive ». Quitte à reprendre Basta, la journaliste aurait pu pointer un questionnement méthodologique légitime, comme le fit par exemple *Libération* (1^{er} juil.) : Lors de la dernière actualisation de ses statistiques, Basta a complété ses statistiques en intégrant les cas évoqués par l'IGPN. Jusqu'à la dernière mise à jour, Basta comptait 28 morts pour l'année 2020. Dans la dernière version de la base, le total des décès est désormais de 40 pour la même année, en grande partie du fait des ajouts des cas IGPN non comptabilisés aupara-



vant. Ce travail de recoupement n'a pu être mené que sur les dernières années, puisque l'IGPN ne délivre des informations que depuis 2020. Ce point doit inciter à la prudence quant à l'analyse de l'évolution des chiffres de Basta dans le temps. Ainsi, Basta estime qu'il y a « deux fois plus de décès depuis 2020 que la moyenne observée dans la décennie précédente ». Mais une partie de cette hausse peut donc venir du fait que le décompte de Basta sur les dernières années a été « augmenté » avec les données IGPN, ce qui n'est pas le cas pour la décennie précédente. Interrogé sur ce point, Ivan du Roy concède un « possible biais » pouvant fausser les comparaisons.

DE L'ORIENTATION ÉDITORIALE D'UN MÉDIA

Mais pourquoi se fatiguer à argumenter ou à formuler des critiques méthodologiques quand on peut se contenter d'un discrédit gratuit, en balayant d'un

revers de main un média au seul motif qu'il est « clairement marqué à gauche » ? Cette disqualification sous-entend qu'une orientation éditoriale – dont Basta n'a jamais fait mystère, contrairement à tant d'autres... – nuirait par principe au sérieux d'une enquête journalistique. France Info va-t-elle appliquer ce principe aux grands médias qu'elle cite abondamment à l'antenne, et dont elle invite

chaque jour des représentants à venir bavarder sur ses plateaux ?³ Suspense !

Avec des journalistes si bien disposés à l'égard de l'ordre médiatique dominant, et si mal disposés à l'égard des voix critiques (de « gauche »), le mythe de la « neutralité » semble encore avoir de beaux jours devant lui. À l'inverse, l'engagement de Basta pourrait bien avoir, *in fine*, influé sur quelque chose : l'idée même de réaliser une enquête sur les personnes tuées par la police. Une idée qui, en effet, requiert au préalable de penser son travail éditorial autrement que comme la caisse de résonance des institutions dites « légitimes ». Une idée qui fonde Basta à se prévaloir du rôle de « contre-pouvoir » qui devrait être celui de tous les médias. ■

France Info accorde une présomption d'objectivité aux « informations » livrées par les sources policières.

2. Lire « Les sources de France Info : de la police à la préfecture en passant par le Parquet », Acrimed, 16 février 2021.

3. Lire « "Les Informés" : triomphe de la com' en huis-clos », *Médiacritiques* n°33, oct.-déc. 2019, p. 34.

À Jacques Julliard, l'éditocratie reconnaissante

«Existe-t-il homme plus clairvoyant – et courtois – que Jacques Julliard?» s'interrogeait doctement un journaliste du *Point* en 2021. Difficile de se prononcer sur la courtoisie. Quant à la clairvoyance, gageons que le portrait qui suit permettra d'en juger.



Parce que c'était lui, parce que c'était eux...

On pourrait se contenter d'un florilège des plus belles saillies de Jacques Julliard pour camper le personnage: «*Ce n'est pas ma faute à moi si dans le langage populaire, intello rime avec colabo*» ou encore son célèbre «*Pour la première fois depuis l'Occupation, la France n'est plus libre*». Mais c'est à l'évidence ceux qui l'ont connu et admiré qui en parlent le mieux. L'ami Franz-Olivier Giesbert, par exemple, qui en 2017 titrait – sans rire – «Jacques Julliard, l'homme qui ne s'est jamais trompé», le considérant comme «un grand éditorialiste de gauche». Il n'était qu'à observer l'aréopage de penseurs venus se recueillir sur sa tombe pour s'en convaincre: Pascal Bruckner, Alain Finkielkraut, Alain Minc, Jean-Michel Blanquer, sans oublier le directeur des rédactions du *Figaro*, Alexis Brézet, flanqué d'Eugénie Bastié, une ancienne de *Causeur* dont Julliard avait «lu et apprécié» les ouvrages. Sans oublier ses accointances avec l'emblème de la Nouvelle Droite Alain de Benoist. Si bien que *Le Point*, où Julliard comptait aussi quelques amis, dut mettre fin au suspense insoutenable: «Jacques Julliard est-il de droite?»

Toutologue, comme tant d'autres

Pourtant, Julliard, c'était avant tout un historien... également journaliste... essayiste à ses heures... et parfois polémiste... ou chroniqueur. Un homme qui a donné ses lettres de noblesse à la toutologie à une époque où les omniscients n'étaient pas si nombreux dans les médias, en tout cas moins omniprésents. C'est que notre penseur, compagnon de route du PS et de la CFDT, était lié à François

Furet lorsque celui-ci se mit en tête de faire élire toute la rédaction du *Nouvel Observateur* à l'École des hautes études en sciences sociales, entretenant une savante confusion entre «belles plumes» et «grands esprits». Formant alors sur les plateaux de LCI un duo de choc avec son compère Claude Imbert, Julliard se spécialisa dans les vrais-faux débats où des spécialistes de rien débâteraient sur tout. Finalement installé au *Figaro*, sa trajectoire le rapprochait en définitive plus des grands patrons que des grands penseurs, à l'instar de son cadet Pierre Rosanvallon avec qui il avait co-signé *La République du centre*. On ne se refait pas...

Souvent éditocrate varie...

Touche-à-tout, Jacques Julliard fut un penseur fluctuant, parti de l'anticolonialisme pour aboutir à l'islamophobie. C'est qu'il possédait comme nombre de ses acolytes un atout majeur: son refus du «sectarisme» et son corollaire, une «très grande liberté», armes fatales de tous les intellectuels girouettes. Sans doute ce que la

nécrologie du *Monde* nomme pudiquement «l'itinéraire compliqué, humainement contrasté, du disparu.» Suivant les convulsions du siècle, il glissa progressivement du *Nouvel Obs* à *Marianne*, après un détour par Europe 1 avant de s'établir dans le journal de Zemmour, Rioufol et consorts, confiant même au directeur du *Figaro Magazine*, Guillaume Roquette, qu'il était «un lecteur attentif et souvent concordant du supplément hebdomadaire». Et Roquette de conclure mi-lucide, mi-taquin: «c'est vous dire qu'il n'avait pas d'œillères». Mais selon FOG, toujours avec une «stupéfiante clairvoyance», et «beaucoup de formules "véneuses", frappées au coin du bon sens». Ainsi, après avoir longtemps défendu l'orthodoxie libérale, la crise financière de 2008 ébranla ses certitudes, le poussant à s'insurger contre «l'hyperlibéralisme» qu'il promouvait jadis. De même, le militant syndicaliste d'autrefois n'hésita pas, sur les retraites, à louer le Juppé de 1995 avant d'encenser le Fillon de 2003. Et de déplorer, sous la présidence Macron, qu'il y ait «dans la relation des Français à leur retraite quelque chose comme une névrose d'échec.» Toujours en quête de nouvelles aventures, Julliard ne fut pas seulement intellectuel de salon puisqu'il endossa volontiers le costume de conférencier-croisiériste comme ses homologues Ferry, Bruckner ou Joffrin.

Du réformiste au réactionnaire

Prêt à toutes les audaces mais aussi à tous les renversements et autres renoncements caractéristiques de tant d'intellectuels initialement engagés à gauche et doublant par la droite tous ceux qu'ils avaient d'abord jugé trop tièdes, ses lubies tournèrent sur le tard à l'obsession. Vestige d'un monde englouti où la gauche socialiste avait encore une existence, il épousa jusqu'à son dernier souffle des causes justes, luttant tour à tour contre «les intellectuels», «les quelques Marie-Chantal du féminisme» ou encore Mélenchon «devenu par démagogie et électoralisme le sixième pilier de l'islam, ou plutôt de l'islamisme en France.» Impitoyable avec «les islamo-gauchistes», il eut le grand mérite d'incarner jusqu'au bout avec panache ce monde qui ne veut pas mourir.

«Est-ce moi qui vieillis ou est-ce la France qui s'affaïsse?» s'interrogeait-il gravement au soir de sa vie. Vous avez dit clairvoyant? ■

«Jacques Julliard,
l'homme qui
ne s'est jamais trompé.»
Franz-Olivier Giesbert

VIOLENCES POLICIÈRES: CES MARCHES QUI N'ONT PAS PLU AUX MÉDIAS

Le 23 septembre, 198 organisations appelaient à des marches «contre les violences policières, contre le racisme systémique et pour les libertés publiques». La réaction médiatique fut épidermique.

EN AMONT

Des marches sous surveillance (et discrédit) médiatique

Préparer le terrain: les jours précédant les manifestations, l'initiative n'entrait déjà pas dans le périmètre des actions «acceptables» aux yeux des gardiens de l'ordre: dans les matinales notamment, les intervieweurs se penchent sur l'opportunité d'interdire la manifestation – faisant d'une revendication du syndicat de police Alliance leur propre problématique éditoriale –, ou poléminent sur un slogan. Ce qu'on appelle un pouvoir de cadrage... et de stigmatisation.

Sur France Info (21 sept.), Salhia Brakhlia se charge de la «polémique». Et face à Manuel Bompard (LFI), elle tient sa tête de turc. D'abord, le sermon et les règles de bonne conduite: «Un élu de la République ne devrait pas participer à une manifestation où l'on entend "Tout le monde déteste la police"», glisse-t-elle, sans que l'on comprenne s'il s'agit d'une question, d'un propos rapporté ou d'une affirmation. Puis la journaliste de ronger son os:

– **Salhia Brakhlia**: Mais votre responsabilité dans tout ça, Manuel Bompard. Si on crie autour de vous «tout le monde déteste la police», vous quittez le cortège ou pas?

– **Manuel Bompard**: Non.

– **Salhia Brakhlia**: Non?!

– **Jérôme Chapuis**: Mais vous détestez la police?!

La veille, dans la matinale d'Europe 1 et CNews (20 sept.), c'est Sonia Mabrouk, une autre garante du débat pluraliste et de la liberté d'expression, qui donne le la. Recevant avec une certaine complicité Laurent Nuñez, elle l'interroge: «Quand un syndicat comme la CGT ou La France insoumise avancent avec la banderole «violences policières», qu'est-ce que vous dites, vous, préfet de police de Paris?» Et plutôt que revenir sur les causes de cette manifestation, elle suggère que les manifestants «sont en totale distorsion par

**“Est-ce que vous
allez interdire cette
manifestation
de samedi?”**

Apolline de Malherbe
à Gérald Darmanin

rapport à l'opinion publique qui continue de soutenir les policiers». Enfin, elle lance ce qui sera le leitmotiv des jours suivants sur CNews:

Sonia Mabrouk: [Ils sont] une minorité, mais ils seront quand même dans la rue [...]! La question peut se poser parce que vous



avez déjà interdit des manifestations contre, entre guillemets, les «violences policières» après les émeutes de juin, suite à la mort de Nahel. Est-ce que vous y avez pensé pour cette manifestation de samedi?

La «question peut se poser», et elle va même se re-poser le lendemain, face à Robert Ménard: «Une manifestation se prépare ce samedi contre, je cite et je mets des guillemets, “les violences policières”, à l’appel notamment... en tous les cas, avec la participation de La France insoumise, d’un syndicat: le Syndicat de la magistrature. Ce qui offusque certains policiers et un syndicat de policiers qui dit “Il faut interdire cette manifestation”. Qu’en pensez-vous?» (21 sept.) Toute la matinée, les plateaux de la télé Bolloré tournent ainsi autour de cette question: «Faut-il interdire la marche anti-police?» Et tandis que le Syndicat de la magistrature est jeté en pâture, «la colère des syndicats de police» fait l’agenda, abondamment recueillie (et ventilée) par la chaîne.

“Est-ce que cette semaine, pour le coup, vous dites: tout le monde doit soutenir les forces de l’ordre, le ministre de l’Intérieur?”

Adrien Gindre
à Fabien Roussel

Avec les mêmes œillères, Apolline de Malherbe (se) pose les mêmes questions sur BFM-TV et RMC (21 sept.), face à Gérald Darmanin:

Apolline de Malherbe: Cette manifestation samedi, il y a un syndicat de policiers, le syndicat Alliance, qui vous demande à ce que vous l’interdisiez à la fois pour des raisons effectivement de maintien de l’ordre, parce qu’ils disent «on est mobilisés ailleurs», mais aussi parce que sur le fond ils considèrent que cette manifestation ne devrait pas avoir lieu. Est-ce que vous allez interdire cette manifestation de samedi?

Tradition oblige: sur le site de la chaîne (et ses réseaux sociaux), est diffusée une «note du renseignement territorial» prophétisant naturellement des «risques de troubles à l’ordre public».

Autre méthode médiatique éprouvée? Faire commenter la marche... par des responsables politiques qui n’y participeront pas. Dans la matinale de LCI (21 sept.), Adrien Gindre sollicite pour ce faire Fabien Roussel (PCF), et pousse le bouchon en réclamant des gages supplémentaires:

Adrien Gindre: J’ai bien entendu que vous disiez: «Moi je n’aime pas le slogan “Tout le monde déteste la police”». Est-ce que cette semaine, pour le coup, vous dites: «Tout le monde doit soutenir les forces de l’ordre, le ministre de l’Intérieur»? Parce que c’est une semaine compliquée: le roi Charles, le pape, le rugby,

**“Je ne vous ai pas
entendu dénoncer une
seule fois les violences
dont ont été victimes les
policiers cet après-midi.”**

François Gapihan à Louis Boyard

France Info en remet une couche

Au matin du 23 septembre, les deux matinaliers de France Info poursuivaient leur travail de sape lors d'une garde à vue (préventive) de Mathilde Panot, présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale. Au cours de cet «entretien», pas une question ne lui fut posée sur le fond des revendications ou des motivations de cet appel unitaire. Jean-Rémi Baudot ouvrit le bal:

Jean-Rémi Baudot: Bonjour Mathilde Panot. La France insoumise fait partie, notamment avec Europe Écologie Les Verts, des organisations et des partis, à un appel [sic] à la manifestation aujourd'hui, je cite, «contre le racisme systémique et les violences policières». Est-ce que selon vous il y a un projet raciste, organisé, dans la police et au sommet de l'État?

Rien dans le texte d'appel – que le journaliste prend pourtant grand soin de citer pour ne pas avoir à endosser son mot d'ordre – ne justifiait une telle présomption de complotisme de la part du journaliste, particulièrement grossière (et inculte) de surcroît. Délibérée, la stigmatisation donne le ton des dix minutes qui suivent. Florilège:

Agathe Lambret: Mathilde Panot, on va pas refaire l'affaire Nahel! Mais aujourd'hui vous irez... [Si, mais attendez...] Attendez! Vous irez en tant qu'élue dans cette manifestation sachant que dans ce type de manifestations, il y a des slogans comme «tout le monde déteste la police»? Ça, ça ne vous dérange pas?

Agathe Lambret: Et donc vous ne détestez pas la police, mais donc ces slogans, est-ce qu'ils vous dérangent? Vous pouvez répondre à la question! En tant qu'élue, est-ce que c'est votre place? [Je ne les ai jamais chantés.] Mais être au côté de manifestants qui scandent «tout le monde la police» [sic], ça ne vous dérange pas?!

Agathe Lambret: Donc vous ne quitterez pas la manifestation?

Jean-Rémi Baudot: Comment vous expliquez qu'une partie de la gauche, notamment le Parti socialiste, le Parti communiste, n'ont pas souhaité se rendre à la manifestation cet après-midi euh... notamment pour éviter d'être euh... je dirais, amalgamés à certains de ces slogans. [Alors déjà il faut leur demander.] En l'occurrence on leur a demandé!

C'est pourquoi il fallait donc le redemander.. ■

le foot... Est-ce que vous êtes en soutien des forces de l'ordre et du ministre aujourd'hui?

Du reste, le journaliste avait pris soin de fermer le ban dès l'introduction, récusant l'usage du terme «violences policières» au nom du fait que ce dernier «est contesté par la police et par le gouvernement. [...] Il y a des violences de certains policiers, ce n'est pas la même chose [...] que les violences de l'institution police.»

Discréditées par anticipation – à l'instar de précédentes manifestations, celle contre l'islamophobie par exemple (novembre 2019) –, les marches du 23 septembre donnent l'occasion aux grands intervieweurs de trier le bon grain de l'ivraie. Et au milieu des rappels à l'ordre, le journalisme de préfecture est au beau fixe. Une énième illustration du pouvoir de cadrage des médias, produit à la fois de routines (un journalisme politique focalisé sur les petites phrases et sur les polémiques, plutôt que sur le fond des questions) et d'idéologies professionnelles (le journalisme comme partie prenante du maintien de l'ordre social). Résultat: avec une telle hiérarchisation de l'information, les médias contribuent (une nouvelle fois) à stigmatiser le mouvement social, tout en privant de parole celles et ceux qui tentent de le construire. Et ce n'était qu'un début...

EN AVAL

Des marches invisibilisées et décriées

Au soir des manifestations, les télévisions les plus suivies traitent «l'information» avec les mêmes œillères, ou plutôt les mêmes lunettes grossissantes: prenant le résiduel pour le tout, les rédactions focalisent l'écrasante (si ce n'est la totalité) de leur attention sur l'attaque d'une voiture de policiers en service par des manifestants, en marge du cortège parisien.

Au 20h de TF1, après avoir simplement cité le nombre de participants respectivement annoncés par la police et par les organisateurs, Anne-Laure Coudray en vient à ce qui est (presque) partout construit comme l'information principale: «Et vous allez voir que la manifestation parisienne a dégénéré, quand des militants cagoulés s'en sont violemment pris à des agents. Scène d'une grande violence, que nous décryptent [nom des reporters].» Ajoutons que sur 1 minute et 49 secondes que dure le sujet, un seul micro est tendu: c'est Thierry Clair, secrétaire général d'Unsa Police, qui attrape le pompon.

Au même moment sur France 2, la rédaction du service public réussit à faire pire. D'abord, en consacrant aux manifestations un sujet encore plus court (1 minute et 19 secondes). Ensuite, en n'annonçant

aux téléspectateurs que le nombre de manifestants présents dans le cortège parisien délivré par la préfecture – « Ils étaient 9 000 manifestants à battre le pavé à Paris d'après la police ». Enfin, en se faisant presque une fierté de minimiser la portée politique des manifestations, comme lorsque Laurent Delahousse se contente d'évoquer « plusieurs rassemblements [ayant] eu lieu aujourd'hui à l'appel de plusieurs collectifs contre les violences policières. » En réalité, près de 120 cortèges, appelés par 198 organisations (syndicales, partisans, associatives, etc.). En dehors de son mépris donc, France 2 ne peut se prévaloir d'aucune valeur de service public ajoutée comparativement à TF1 : l'information est (exclusivement) cantonnée aux « incidents [qui] ont émaillé la journée », et si le tweet du ministre de l'Intérieur « condamn[ant] ces violences et la haine anti-police » a les faveurs de l'antenne, aucun organisateur, aucun porte-parole de famille de victimes ni aucun manifestant n'aura droit à la parole – pas plus qu'ils ne l'auront le lendemain (24 sept.), contrairement à deux représentants de la police...

Dans les deux cas, un gimmick résume ce traitement à front renversé. Sur France 2 : « La manifestation se déroule dans le calme jusqu'au moment où vers 16h30, cette voiture de police passe à proximité du cortège. » Sur TF1 : « À Paris, tout se passe dans le calme... jusqu'à cet incident. » Il en va là d'un invariant journalistique : « l'incident » emporte « le calme » sur son passage... jusqu'à totalement le recouvrir. C'est encore le présentateur de BFM-TV François Gapihan qui résume le mieux la mécanique de ce traitement médiatique. Il est 18h15, et BFM-TV interrompt pour la première fois sa couverture hypnotisée de la visite du pape :

François Gapihan : *Un titre en particulier attire notre attention en cette fin d'après-midi : ce sont ces manifestations, ces marches organisées dans de nombreuses villes de France. [...] À notre connaissance, tout s'est globalement bien passé aujourd'hui. D'abord, il faut préciser cela. Et une fois que l'on a dit cela, il faut aussi noter des violences sporadiques. On va notamment s'intéresser à ce qui s'est passé aux alentours de 16h30 boulevard de Clichy. Un véhicule de police attaqué pendant la manifestation parisienne. On regarde cette séquence et on en parle avec nos invités.*

Le cadrage est scellé. Et à quelques accidents près, il ne variera pas. Ce que BFM-TV appelle la « vidéo choc » – expression reprise en titre dans de mul-

“Est-ce que vous pensez qu'il aurait fallu interdire cette manifestation?”

Amandine Atalaya
à Jordan Bardella



tiples bandeaux – circule en boucle, à intervalles réguliers : elle constitue le point de départ (et d'arrivée) de toute discussion autorisée. À plusieurs reprises face à Matthieu Valet, porte-parole du Syndicat indépendant des commissaires de police, l'avocat et membre de la LDH Arié Alimi tente de s'extirper du cadrage en imposant d'autres questions ou en commentant la vidéo sous un autre angle que celui induit et requis par le présentateur, à savoir la condamnation des violences des manifestants. Ce qu'il réussit à faire, y compris avec brio... pendant à peine deux minutes cumulées (au cours de deux de ses prises de parole). Voilà pourquoi sur BFM-TV, l'affichage « pluraliste » n'est qu'un décor en carton-pâte : le policier nage sur le plateau comme un poisson dans l'eau, le contestataire rame pour donner à entendre son agenda.

Le dispositif est à ce point contraignant que le débat – qui n'en est donc pas un – est sans cesse réaxé vers ce que la rédaction de BFM-TV a d'ores et déjà fabriqué comme « l'événement » principal.

D'une part, à travers des rappels à l'ordre de la caution contestataire (totalement isolée) en plateau :

– **François Gapihan** : *[Arié Alimi], quelle est votre réaction en premier lieu à ces violences-là contre des policiers ?*

– **Arié Alimi** : *[...] Contrairement à ce qui avait été annoncé par le ministre de l'Intérieur et le préfet de police de Paris, tout s'est parfaitement bien passé, sauf ce moment. Et je voudrais [coupé]*

– **François Gapihan** : *Les autorités avaient pointé des risques de trouble à l'ordre public dans certaines villes [...]. Mais alors, votre réaction à ces violences-là.*

D'autre part, à travers les multiples interruptions du plateau. Censées introduire la parole d'autres interlocuteurs, elles ne font en définitive que couper les dynamiques des argumentations en présence... pour mieux en revenir à la case départ. Louis Boyard (LFI) est-il annoncé en duplex ? Le présentateur souhaite d'abord et avant tout recueillir « [sa] réaction à cette attaque dont ont été victimes des policiers pendant la manifestation » et lui intimer de délivrer les attendus médiatiques du moment : « *Je ne vous ai pas entendu dénoncer une seule fois les violences dont ont été victimes les policiers cet après-midi.* » François Gapihan donne-t-il la parole au journaliste politique maison du plateau ? C'est pour que ce dernier expose « *de nouvelles réactions politiques à cette attaque contre des policiers cet après-midi.* ». En l'occurrence, un tweet de Marine Le Pen – auquel Louis Boyard est d'ailleurs sommé de réagir.

Jusqu'à ce type de chienlit éditoriale, lorsque Emmanuelle Anizon, grand reporter à *L'Obs* présente en duplex, est interrogée sur le « black bloc » (depuis quelques secondes) :

François Gapihan : *Je me permets de vous couper parce que d'abord, on va retourner relativement rapidement à Marseille pour le départ du pape. Néanmoins, accueillons tout de même Laurent Nuñez. Bonsoir, vous êtes préfet de police de Paris, quelles sont les informations dont vous disposez sur cet incident ?*

L'inertie.

Il en ira strictement de même dans l'émission suivante (« 120 minutes ») : « *Restez avec nous parce qu'on reviendra sur cette image qui a beaucoup choqué cet après-midi.* » Et puis : « *Une image impressionnante, bien sûr, regardez !* » Ou encore : « *Retour sur les événements, c'est une image qui a beaucoup choqué.* » Ad lib. Sur vingt minutes d'émission, Céline Verzeletti (secrétaire confédérale CGT) ne pourra développer aucun propos de fond lié aux enjeux portés par la manifestation unitaire. Elle sera en outre interrompue de manière intempestive par le consultant police/justice du plateau, Guillaume Farde, obnubilé par la présence de

Le 20h de France 2 persiste et signe

Privés de parole dans le sujet du 23 septembre, organisateurs et manifestants ne l'auront pas plus dans le sujet du lendemain (24 sept.), contrairement à Reda Belhaj et Sonia Fibleuil – respectivement porte-parole Unité SGP Police (interviewé par le 20h) et porte-parole de la police nationale (ses propos tenus sur BFM-TV sont retranscrits à l'écran). L'indigence est de nouveau le maître-mot du reportage, incarnée dès l'introduction par un présentateur qui spéculé et joue à (se) faire peur :

Thomas Sotto : *On a peut-être frôlé le pire hier lors des manifestations dites contre les*

violences policières. Il y en avait environ 120. À Paris, après l'attaque d'une voiture de police qui aurait pu très mal tourner, une enquête a été ouverte. À Besançon, c'est un panneau « Un flic, une balle » qui constitue un véritable appel au meurtre, qui a créé la polémique.

Notons que sur les images, la pancarte en question est tellement petite que la rédaction du 20h doit zoomer sur l'écran pour la renseigner aux téléspectateurs... Quant à l'immense banderole de tête – et à son message – de toute évidence, le « 20h » s'en contrefiche. Loupes grossissantes, disions-nous. ■



1. Au même moment, dans l'émission « Questions politiques » (France Inter et France Info, en partenariat avec *Le Monde*), c'est à un autre porte-parole du RN, Jean-Philippe Tanguy, que Nathalie Saint-Cricq

demande cette fois de l'aide sur cette affaire : « *Qu'est-ce que vous pourriez faire contre ce type de geste ?* » Quant à Sandrine Rousseau (EELV), invitée sur LCI, elle est notamment prise à

partie par Arlette Chabot : « *Vous qui êtes élue de la République, on se dit : Mais que fait un député dans ces cortèges [...] ? Est-ce vraiment votre place ?* »



«slogans haineux et insultants envers la police» et autres «banderoles insultantes».

Le lendemain matin, l'hégémonie du cadrage se confirme. Et BFM-TV a fait en sorte de se débarrasser des quelques cailloux présents la veille dans sa chaussure: s'expriment successivement sur la «vidéo choc» Ruddy Manna (syndicat de police Alliance), Sonia Fibleuil (porte-parole de la police nationale), Antoine Armand et Maud Bregeon, respectivement porte-parole et députée de Renaissance. Et à midi, les «manifestations contre les dites violences policières», dicit l'intervieweur Benjamin Duhamel, sont abordées dès le début de la grande émission politique dominicale où est invité... Jordan Bardella (RN). Le titre du premier bandeau? «Manif anti-po-

“Est-ce que l'attaque de cette voiture est gravissime?

Attaquer une voiture de police, ce n'est pas grave?

Attaquer une voiture de police, ce n'est pas grave? Oui ou non?!”

Matthieu Rouault
à Ritchy Thibault

lice: Fallait-il l'interdire?» La première question d'Amandine Atalaya (BFM-TV)? «Est-ce que vous pensez qu'il aurait fallu interdire cette manifestation?» La deuxième de Valérie Hacot (*Le Parisien*)? «Dans cette manifestation, il y avait des représentants politiques, des élus de La France insoumise, des élus également d'EELV. Selon vous, ces élus, ils ont une part de responsabilité dans ce qui s'est passé en ayant participé à cette manifestation?»¹

La recette d'une couverture un tant soit peu équilibrée n'était pourtant pas introuvable. Une fois n'est pas coutume, France Inter l'illustre dans son journal de 7h (24 sept.), qui réussit à rétablir une plus juste hiérarchie de l'information. Si le sujet est expéditif (1 minute et 45 secondes), les «incidents en marge des défilés parisiens» n'occupent «que» les vingt premières secondes, et la parole de manifestants est recueillie: des porte-parole du Syndicat des avocats de France et d'Attac, mais également un étudiant habitant en Seine-Saint-Denis. Dommage, toutefois, que le sujet soit totalement éclipsé du journal suivant, une heure plus tard, qui se trouve être à la fois plus long... et plus écouté.

Même remarque concernant France Info. Et si la station limite les dégâts dans son journal de 7h, ce dernier s'ouvre toutefois de manière tapageuse dans les titres «à la Une», lesquels annoncent une «voiture de police attaquée» et des «débordements». Le reportage (1 minute et 18 secondes) donne bien à entendre des manifestants (un enseignant et une membre de la commission antiraciste d'EELV), qui marchaient, selon la journaliste, «contre le supposé racisme systémique des forces de l'ordre et les violences policières»: une précaution langagière rarement utilisée dans d'autres cas...

C'est donc évidemment loin d'être la panacée. En particulier tant la durée sommaire accordée au sujet par les rédactions empêche d'approfondir tout enjeu de fond – enjeux de surcroît maltraités par la médiatisation ordinaire. La silenciation quasi systématique des familles de victimes est également remarquable. Mais le traitement est nettement pire du côté des radios privées. RTL et RMC notamment, dont la couverture se rapproche davantage de celle des JT et de BFM-TV. Au sommaire du journal de 8h sur RTL, seule «la scène qui choque énormément». Une minute de commentaires – dont 25 secondes accordées à Éric Henry, délégué national Alliance, aucun manifestant ne sera interrogé –, une navrante prophétie médiatique – «Emmanuel Macron sera peut-être interrogé [ce soir au 20h] sur cette image choc» – et une annonce: «Cette scène choc, elle fera sans doute réagir



vos invité Stéphane, Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France, invité à neuf heures moins le quart.»

Même agenda et même hiérarchisation sur RMC, où règne en maître la parole du préfet de police de Paris. Et si le «témoin» matinal de la station fait partie des organisateurs, en l'occurrence Ritchy Thibault (collectif «Peuple révolté»), il suffit d'un relevé presque exhaustif² des questions du journaliste Matthieu Rouault pour comprendre combien «l'information» fut libre et sans entrave:

– Qu'est-ce qui est gravissime hier? Ce policier qui sort son arme ou le fait auparavant que la voiture de police soit attaquée?!
 – Est-ce que vous cautionnez l'attaque de cette voiture de police?
 – Est-ce que l'attaque de cette voiture est gravissime? Attaquer une voiture de police, ce n'est pas

². Une seule question ouverte, de la part du journaliste, portera en toute fin d'interview sur les «solutions» que propose l'invité pour «faire redescendre la pression entre police et population» (1'30... sur 9 minutes d'entretien).

“Vous qui êtes élue de la République, on se dit: mais que fait un député dans ces cortèges [...]? Est-ce vraiment votre place?”

Arlette Chabot
 à Sandrine Rousseau

grave? Attaquer une voiture de police, ce n'est pas grave? Oui ou non?!

– La haine contre la police, vous la partagez cette haine contre la police, monsieur Thibault?

– Très bien! On est en 2023, vous considérez donc qu'attaquer une voiture de police, ce n'est pas grave. Est-ce que vous partagez aussi cette pancarte qu'on a vue à Besançon: «Un flic, une balle»? Appel au meurtre des policiers. Est-ce que vous approuvez?! Je vous pose ces questions. Vous êtes co-organisateur de ces marches, elles se sont pour la plupart passées dans le calme, il y a eu des incidents. Il est important que ce matin sur l'antenne de RMC vous preniez position sur ces incidents.

– Je vous coupe. Écoutez-les ces policiers parce qu'eux aussi sont des humains et ressentent des choses quand ils encadrent vos manifestations et qu'ils entendent des slogans du type «Tout le monde déteste la police». Matthieu Valet, qui est porte-parole du syndicat indépendant des commissaires, était à votre place hier matin. [Extrait sonore] Est-ce que vous pensez à ces policiers, aux individus qui représentent aussi l'institution?!

– Merci beaucoup Ritchy Thibault, co-fondateur du collectif «Peuple révolté» qui coorganisait ces marches. Je rappelle le résultat de notre consultation Twitter ce matin: «Y a-t-il une haine anti-police?» Oui, à 80%. Haine anti-police que vous semblez donc partager, Ritchy Thibault, si je comprends bien. [Non! Et il vient de dire l'inverse, NDLR] Non? Vous ne partagez pas la haine... mais vous ne condamnez pas les incidents qui ont eu lieu hier, ni la voiture attaquée, ni la pancarte à Besançon.

Rideau.

Renversement total de la hiérarchie de l'information; invisibilisation des enjeux et des revendications portés par les manifestants; silenciation des collectifs de familles de victimes de violences policières, issus des quartiers populaires; simulacres de «débats»; stigmatisation du mouvement social et de la gauche politique ayant manifesté... Alliée aux condamnations idéologiques dont les chefferies médiatiques ont usé et abusé en aval (et en amont) de la manifestation, la mécanique du «spectaculaire» – présidant à toute médiatisation télévisuelle – s'est imposée dans la plupart des médias dominants, écrits y compris. Quitte à jeter le discrédit sur le mouvement social... et à verrouiller l'information. ■

Abaya partout

Éducation nulle part

«Les Informés du matin» sur France Info: éducation sous les radars, abaya en pleine lumière, pluralisme au tapis.



Le 5 septembre, les quinze premières minutes (sur vingt-trois) des «Informés du matin», sur France Info, portent naturellement sur la rentrée des classes ayant eu lieu la veille, avec ces quelque 12 millions d'élèves qui ont retrouvé leur établissement. Les sujets ne manquent pas, quand on est «informé»: les conditions d'accueil pour les élèves, d'exercice du métier pour les enseignants, les postes non pourvus, tant au niveau de l'enseignement que du pôle médico-social, la mise en place du «Pacte»... Mais il semble que les «informés» le soient à d'autres sources. Dans ce premier quart d'heure consacré à l'école, seuls deux sujets seront en effet évoqués par les trois professionnels du commentaire réunis autour de Salhia Brakhlia, comme l'indique «très clairement» ce petit dialogue d'ouverture:

Salhia Brakhlia: *Renaud Dély, en cette rentrée, c'est l'abaya et maintenant la question de l'uniforme, de la tenue unique à l'école qui est euh..., qui est... ben...*

Renaud Dély: *À l'ordre du jour! Très clairement!*

Et puisque ces questions sont «à l'ordre du jour» du gouvernement, elles seront à l'ordre du jour de France Info, qui éclipse ainsi toutes les autres. Le port de l'abaya, interdit par décret par Gabriel Attal, ministre de l'Éducation nationale, concerne

pourtant 300 cas, de l'aveu même du ministère, soit 0,0025% des 12 millions d'élèves – et non «800 000», comme le dit l'«informé» Gilles Bornstein. Quant au port de l'uniforme (évoqué par le même ministre) ou d'une «tenue unique» (évoquée la veille par Emmanuel Macron), ce sont des «pistes de réflexion», qui ne concernent donc encore aucun élève. Le contenu des échanges est finalement très secondaire tant il se limite, pour l'essentiel, à tenter d'évaluer si oui ou non il y a un calcul politique dans ces annonces. Sur l'abaya, l'impression dominante est résumée par Gilles Bornstein:

On peut être pour ou contre mais du point de vue politique, c'est un strike pour Gabriel Attal: les Français sont pour, les Français même de gauche, Renaud l'a dit dans son édit ce matin, les insoumis, les électeurs insoumis, les électeurs verts sont pour [...] encore une fois on peut être pour ou contre, politiquement c'est une discussion consensuelle.

En d'autres termes, «on peut être pour ou contre», mais sur le plateau des «Informés», on sera pour, «comme tout le monde»...

Mise en scène par le 20h de TF1 où Gabriel Attal s'était invité en grande pompe quelques jours plus tôt (27 août), cette annonce est un «strike». Mais qui sont les quilles? «Les Français», tous convaincus (puisque Renaud Dély l'a dit), ou les journalistes de la radio publique qui obéissent aux ordres... «du jour»? Et l'on ne croit pas si bien dire. Du 28 août au 28 septembre, les «Informés du matin» ont consacré sept sujets – sur cinquante au total (vingt-cinq émissions) – à l'Éducation nationale: trois d'entre eux

«On peut être pour ou contre mais du point de vue politique, c'est un strike pour Gabriel Attal.»

Gilles Bornstein

(28 août, 5 et 13 sept.) se concentrent quasi exclusivement¹ sur l'abaya, réagissant au moindre coup de menton gouvernemental: «Port de l'abaya et ramadan: Yaël Braun-Pivet veut "une école publique parfaitement laïque"» (13 sept.). Trois autres portent sur la question du harcèlement scolaire (7, 26 et 27 sept.). Un dernier (4 sept.), faisant la part belle à la tambouille politicienne, se demande si l'école devient «le nouveau domaine réservé du président» et si Gabriel Attal est «sous tutelle». Bilan: les conditions de travail des personnels de l'Éducation nationale et les problèmes de fond auxquels ces derniers sont confrontés² sont la plupart du temps absents des discussions.

Un panorama qui suffit à résumer le concept de l'émission: assurer le service après-vente de l'agenda gouvernemental et, en l'occurrence, celui de Gabriel Attal, «champion de la comm'» aux yeux (ébahis) de l'éditorialiste Alix Bouilhaguet (28 sept.). Aussi, ce qui n'est pas «annoncé» ou «commenté» – en conférence de presse ou dans d'autres médias – par Gabriel Attal n'est pas traité par France Info. Corollaire: les questions embarrassantes pour le pouvoir ne sont pas mises en lumière par les «Informés du matin». Le fiasco du «Pacte» ne fait ainsi l'objet d'aucun bilan, pas plus que l'humiliation infligée aux syndicats enseignants par la majorité et le RN le 20 septembre en commission parlementaire³. Silence radio, également, quant à l'engagement du ministre de l'Éducation nationale selon lequel «il y aura[it] bien un enseignant devant chaque élève». Au matin du 11 septembre pourtant, sur le site de France Info, une journaliste «éducation» révélait le rapport accablant du syndicat Snes-FSU concernant le manque de professeurs⁴. Mais ce jour-là, nos «informés» regardaient ailleurs. Préférant les sirènes de la communication au journalisme, les éditorialistes du service public servent la soupe... et piétinent le pluralisme. ■

1. Le 28 août, quelques minutes sont dédiées à une «autre annonce» d'Emmanuel Macron: le retour des épreuves de spécialité du Bac au mois de juin.

2. En dehors de la question du harcèlement scolaire.

3. «C'était très violent»: les syndicats de profs, attaqués par Renaissance et le RN, claquent la porte d'une commission parlementaire», *Libération*, 21 sept.

4. Réalisée dans 500 établissements, l'enquête syndicale fait état en moyenne d'un manque d'au moins un enseignant dans 48% des collèges et lycées de métropole.

LE SHOW-BIZ DE L'INFORMATION

France Inter en promo

Le 6 septembre, Yann Barthès ne boudait pas son plaisir en accueillant la « *dream team de la première matinale de France* » : Sonia Devillers, Léa Salamé et Nicolas Demorand. Une émission de pur faire-valoir, dans la grande tradition des « rentrées médiatiques ». Ici – ou là, à travers les interviews radio et les portraits des « personnalités » de France Inter en presse écrite –, très peu d'information en vue : sous les projecteurs, le petit monde des médias parisiens soigne ses hiérarchies, cultive son entre-soi et se donne en spectacle.

Que des journalistes se pavanent chez d'autres journalistes est loin d'être une nouveauté. Il en va même d'une routine dans un paysage médiatique ivre de lui-même, starifié et carriériste, où chaque média se comporte comme une entreprise en quête de parts de marché et chaque vedette de « l'information », comme une marque de vente et d'autopromotion. Loin de faire exception à la règle, le service public s'adonne au marketing « people »

avec délice. Le pôle commercial de Radio France n'a jamais lésiné sur les moyens pour donner à voir sa station-phare : les visages des animateurs trônent sur les réclames géantes en pleine rue ou dans le métro, grignotent les espaces publicitaires des grands quotidiens et flottent sur la façade de la Maison ronde. Comme la télé, la radio fabrique ses « gueules ». Et ils en sont sûrs, les « gueules » font vendre. Surtout si les copains mettent la main à la pâte.

M le magazine du Monde, par exemple, qui a tenu à tresser les lauriers d'Adèle Van Reeth début septembre. Une patronne qui « *fait entendre sa différence à France Inter* »... et suscite surtout la courtoisie du journal de référence : sept pages durant, insignifiance et dépolitisation raflent

**“Après un été
à lire un livre par
jour, des vacances
à New-York”...**

*Télérama à propos
de Nicolas Demorand*

la mise. Si la communauté des journalistes aura sans doute décelé quelque intérêt aux « révélations » de la proximité d'Adèle Van Reeth avec le courant du Printemps républicain – scoop! –, ces dernières ne pèsent rien face à l'avalanche des mièvreries journalistiques ordinaires : le physique de l'intéressée, son



«contact facile», les «cocktails qu'elle prépare "à l'arache"»... L'enjeu n'est pas d'informer, mais de fabriquer des personnalités et de construire des notoriétés.

Idem du côté de *Télérama* (30 août), qui s'entretenait avec Nicolas Demorand quelques jours plus tôt: un homme «au cœur de la machine médiatique» qui «cultive sa discrétion». D'où les six pages d'ouverture de *Télérama* – mais également, on le verra, un prime-time chez Yann Barthès! Dès l'introduction, le projet semble d'ailleurs fort modeste, à l'image de l'interviewé:

Après un été à lire un livre par jour, des vacances à New-York, et avant de prendre les commandes d'une matinale élargie [...], il a longuement reçu Télérama. Plus de trois heures durant, le normalien formé au journalisme à France Culture a pesé chacun de ses mots, laissant s'installer les silences, tirant frénétiquement sur sa cigarette électronique, pour livrer ses visions d'un paysage médiatique et d'une France morcelés.

De ces «trois heures», on retiendra surtout un long fleuve de questions tranquilles: «Vous êtes rare en interview. Pourquoi?»; «Vous êtes aussi en retrait des réseaux sociaux. Avez-vous du mal avec notre époque?»; «À quoi a ressemblé votre enfance?»; «Qu'imaginez-vous devenir?»; «Qu'à de différent le Demorand de 2023 par rapport à celui de 2002?»; «Quel avenir vous voyez-vous après la matinale? Vivre aux États-Unis, pour lesquels vous avez une passion?» Et, last but not least: «"Nicolas est fait de failles au travers desquelles passe la lumière", confiait Léa Salamé aux Inrocks en 2017. Vous reconnaissez-vous dans cette analyse?» La bouillie «people» est telle qu'on ne peut prendre au sérieux les quelques questions politiques

qui figurent à l'agenda – concernant le remaniement de la grille de France Inter, «la ligne de la station», la place de la satire politique ou encore l'empire de Vincent Bolloré –, *a fortiori* quand la contradiction est inexistante, laissant toute latitude à Demorand pour aligner les formules convenues, sans oublier de broser sa direction (ancienne et actuelle) dans le sens du poil: «*L'ADN de France Inter n'a pas changé: elle est accueillante. "Tout pour tous", comme disait notre ancienne patronne Laurence Bloch.*»

À ce stade, on croyait le répertoire «people» épuisé. C'était sans compter sur RTL, qui mit la barre encore plus haut. Reçue dans l'émission «On refait la télé» (11 sept.), Léa Salamé put à son tour valser dans l'auto-promo et vanter les succès et les charmes de son talk-show «Quelle époque!» (France 2), dans lequel officie... l'humoriste-phare de RTL, Philippe Caverivière. C'est donc tout naturellement que le journaliste de RTL Éric Dussart demanda de ses nouvelles – «*Je me suis toujours demandé: il vous dit quoi Philippe Caverivière pendant le générique?*» – avant de s'enquérir

du sort d'un autre de ses confrères, présentateur des «Grosses têtes»: «*Est-ce que vous seriez OK pour recevoir Laurent Ruquier pour sa nouvelle émission sur BFM-TV?*» Nombriilisme au carré. Et l'on ne croit pas si bien dire: – **Éric Dussart:** *Léa Salamé, vous allez maintenant devoir répondre aux questions... de Léa Salamé! Une interview par vous-même.*

– **Léa Salamé:** *En toute modestie, je vais donc m'auto-répondre, c'est ça l'idée?*

– **Jade:** *Et oui, on a bossé! On a sélectionné des questions que vous avez posées dans l'émission, à votre tour d'y répondre, voici la première: «Il y a des coups qui sont interdits ou tous les coups sont permis?»*

Passée cette petite forfanterie, la radio généraliste ne craint pas d'avancer des «dossiers compromettants sur Léa Salamé»... «parmi lesquels son talent méconnu pour la chanson et une drôle d'obsession avec son fils Gabriel», ni de s'attaquer aux problèmes de fond, comme en témoigne le sommaire de l'émission. Florilège: «*Son petit rituel avant l'antenne*»; «*Léa Salamé: "Catherine Deneuve, je crois qu'elle m'en veut un peu"*»; «*Aimerait-elle présenter un JT?*»; «*Comment réagit son fils de 6 ans quand il la voit à la télé?*»; «*Le jour où elle a été en direct sans le savoir*»; «*Léa Salamé à propos de la presse people: "Ça a foutu en l'air ma vie personnelle"*».

“Je défie quiconque de dire si moi, je suis de gauche ou de droite. Si Dominique Seux, il est de gauche ou de droite!”

Léa Salamé



SUR «QUOTIDIEN», LES JOURNALISTES «À LA COOL»

Si les portraits de presse et interviews radio veillent ainsi à entretenir le cours du «star-système» médiatique, les prouesses du petit écran en la matière semblent indépassables. «Quotidien», TMC, 6 septembre. Questionnés sur «les charmes du narcissisme», Demorand affirme que «ce truc-là a dû être réglé» tandis que Léa Salamé confie être «en voie de guérison». À l'évidence, il reste encore pas mal de marge...

Car l'invitation des trois «stars» de la matinale de France Inter – Sonia Devillers fait désormais partie du trio – est d'abord l'occasion d'une séquence d'auto-

critique inoubliable. «On est perfectionnistes», juge sévèrement Demorand, avant de poursuivre:

– **Nicolas Demorand**: *Je continue à ne pas dormir, tant que ça ne sera parfait, je ne dormirai pas, mais on corrige tous les jours, tous les jours, tous les jours.*

– **Yann Barthès**: *Sérieux, vous dormez pas?!*

– **Nicolas Demorand**: *Non je ne dors pas, non. Non je ne dors pas. Je ne dors pas, euh... voilà. [...] Je ne dors pas, tant que ça ne sera pas parfait, je ne dormirai pas.*

– **Léa Salamé**: *On n'est jamais contents de nous [...]. On sort de la matinale et tout de suite, on voit les défauts, et on les liste [...]: «Ça, ça ne va pas». Il n'y a jamais un moment où on se pose en disant: «Bon ben quand même, ça allait».*

Comme on les comprend!

Et la petite bourgeoisie de s'adonner à la légèreté de «l'infotainment»:

– **Yann Barthès**: *On fait l'exercice: un mot sur chacun. On commence! Léa sur Nicolas. [J'ai dit «bouleversant», je crois.] Nicolas sur Léa. [Puissante.] Léa sur Sonia [Intense.] Sonia sur Nicolas [The King. Référence musicale!] Nicolas sur Sonia [Profonde.] Sonia sur Léa. [Le parrain.]*

Compatir au quotidien de ces bosseurs acharnés, rire avec ces plaisantins d'un soir – parce que d'ordinaire, «ils se couchent tôt»...: tel est le programme de «Quotidien», qui parviendrait (presque) à nous

faire oublier que les convives du jour dominent l'une des fenêtres les plus puissantes du système médiatique, haut-lieu de la fabrique du consentement à l'ordre établi¹...

DÉPOLITISATION DE LA POLITIQUE

Comme toujours chez Barthès, les questions politiques reviennent bien par la fenêtre – ou plutôt, par le petit bout de la lorgnette. Et passées au tamis du divertissement, elles donnent lieu à de savoureux numéros de clowns. Par exemple:

Léa Salamé: *Je défie quiconque de dire si moi, je suis de gauche ou de droite. Si Dominique Seux, il est de gauche ou de droite!*

L'idéologie dominante, en pleine démonstration d'elle-même.

Initialement, cette séquence avait pourtant un intérêt: évoquer «les critiques» qui visent la radio publique. Mais très vite, on comprend que pour la rédaction de «Quotidien», les «critiques» en question se résument... aux érucations de l'extrême droite, visiblement seules légitimes à être «discutées». Avec hauteur d'esprit, le plateau s'indigne donc à la lecture des gros titres de *Causeur* ou du *Figaro Magazine* étrillant le service public, et hausse les sourcils en entendant Éric Zemmour vitupérer contre la «propagande immigrationniste, woke et décoloniale de France Inter» lors d'un meeting. Mais une nouvelle fois, il ne se trouve évidemment personne pour noter qu'en février 2022, le leader de Reconquête déroulait mot pour mot le même discours dans les studios... de France Inter, sans que les deux matinaliers ne lui portent la moindre contradiction, ce qui leur valut en prime les félicitations de la médiatrice des antennes. Personne, non plus, pour relever que France Inter fut épinglé par l'Arcom à l'occasion de la dernière campagne présidentielle pour avoir surexposé Éric Zemmour. Toujours personne pour discuter sérieusement du rôle de France Inter – et de l'ensemble des médias dominants – dans la banalisation de l'extrême droite. Et encore moins pour remémorer à Léa Salamé ses faits d'arme en la matière, elle qui n'eut de cesse de légitimer les obsessions de ce courant... jusqu'à la thématique du «grand remplacement», devant plusieurs millions de téléspectateurs². L'intéressée ne s'y trompe d'ailleurs qu'à moitié, qui revendiquait encore récemment sa «complicité» avec le propagandiste en chef de Bolloré: «Le spectacle Praud m'amuse. [...] Oui, ça m'arrive de zapper sur CNews, spécialement sur Pascal Praud.» (Le Figaro TV, 6 sept.)

“L'intensité, la bonne humeur, l'exigence, l'esprit d'équipe et la recherche du mot juste les guident tous les jours dans la matinale la plus écoutée de France.”

Adèle Van Reeth

1. Lire «France Inter: dans les coulisses d'une douce machinerie néolibérale», lundimatin, 16 mai.

2. Lire *Les médias contre la gauche*, Pauline Perrenot, Acrimed/Agone, p. 83-111.



Une séquence « politique » sous la forme de filet d'eau tiède, donc, que vient clôturer comme il se doit Sonia Devillers, en bonne analyste des médias: **Sonia Devillers:** *Il y a aussi beaucoup de critiques qui viennent de la gauche et de l'extrême gauche, c'est ça qui est extrêmement intéressant quand on travaille à Inter. C'est-à-dire que la gauche nous tape régulièrement dessus en nous qualifiant de « chiens de la macronie » ou de libéraux, etc. Mais je veux dire, combien de fois la macronie, la droite, l'extrême droite nous ont qualifiés de gauchos indécrottables?!*

En d'autres termes, non seulement toutes les critiques se valent, mais si elles viennent « des deux côtés », ça prouve bien que quelque part, elles s'annulent... L'ineptie du discours ne l'empêche (malheureusement) pas d'être dominant.

Du reste, les éditocrates du service public n'aiment rien tant que revêtir cette posture de « gardiens de la démocratie », rôle auquel se prête (comme de coutume) Nicolas Demorand avec brio, affirmant tantôt que sur France Inter « tout le monde s'exprime », et regrettant tantôt humblement qu'« en arrêtant de s'informer », « [les gens] sortent du monde, sortent de l'espace public, sortent de l'espace démocratique » :

3. Laurence Bloch, en mai 2022, sur Twitter: « Il aime les baskets, elle aime les stilettos. Il aime les idées, elle aime les batailles. Il est fan de séries, elle kiffe Balzac. [...] Chers Léa Salamé [et] Nicolas Demorand vous faites des Millions d'heureux. »

Nicolas Demorand: *On a ça aussi comme responsabilité entre les mains. D'où l'envie d'étendre la matinale sur trois heures pour étendre précisément ce clavier de l'information et continuer avec Léa de jouer nos gammes différemment. L'habillage change, ça n'a pas la même sonorité mais on est encore là; c'est encore de l'actualité mais traitée un peu de manière différente; on ne quitte pas totalement le monde mais c'est un autre monde aussi. C'est essayer de dire aux gens: « Ne vous retirez pas hors du monde. »*

Gageons qu'un tel bla-bla pourra les y aider... Évidemment, à l'heure de disserter sur les sources de ladite « fatigue informationnelle », ni la déconnexion des chefferies médiatiques, ni aucune pratique journalistique quelle qu'elle soit ne seront abordées. Pas même la dépolitisation de la politique, dont le plateau va pourtant donner un exemple éclatant au moment de traiter l'obsession du moment des journalistes politiques, à savoir la rivalité entre Gérard Darmanin et Édouard Philippe en vue de l'élection présidentielle de 2027:

– **Yann Barthès:** *Vous, vous y croyez à l'amitié en politique?*

– **Léa Salamé:** *En l'occurrence vous tombez bien sur eux deux parce que c'est vraiment des amis. Et ça va être vraiment intéressant de voir si leur amitié résiste à une vraie concurrence qui va commencer, parce qu'effectivement, c'est les deux gros favoris pour reprendre la succession Macron. [...]*

– **Yann Barthès:** *[Édouard Philippe] sort un livre dans pas longtemps. Est-ce que vous l'avez booké dans la matinale?*

– **Léa Salamé:** *Oui!*

– **Nicolas Demorand:** *Oui!*

– **Yann Barthès:** *Dans quelle case?*

L'émission se termine, le rideau tombe, vient le temps de remercier les bons et loyaux serveurs. Adèle Van Reeth, directrice de France Inter, sur Twitter: « *L'intensité, la bonne humeur, l'exigence, l'esprit d'équipe et la recherche du mot juste les guident tous les jours dans la matinale la plus écoutée de France. Sonia Devillers, Léa Salamé et Nicolas Demorand: longue vie aux matins avec vous sur France Inter.* » (6 sept.)

Jusqu'au prochain magazine, jusqu'à la prochaine télé. Et ce, dans la grande tradition de France Inter³... ■



Il n'y a que moi que ça choque?

Rachid Laïreche
Les Arènes, 2023

Les liens d'interdépendance – on pourrait dire les obligations réciproques –, le off et les déjeuners avec les politiques, les relations avec les autres journalistes: Rachid Laïreche chronique de l'intérieur l'entre-soi et la superficialité du journalisme politique. Ayant occupé la fonction à *Libération* pendant huit ans, il raconte, au fil des pages, son apprentissage des codes et des pratiques, sa progressive mise en conformité avec les attendus de ses chefs et son immersion dans le monde social de ses confrères et consœurs. Puis son malaise et sa prise de distance avec un métier enfermé dans sa « bulle » et qui se limite bien trop souvent à une « chronique de la courtisanerie ». Publier un article bienveillant pour gagner les faveurs d'une source, déjeuner avec un président de la République et lui poser des questions futiles, traiter de sujets de fond sans n'y rien connaître... la succession d'anecdotes dessine ainsi, au fur et à mesure, un portrait (auto)critique:

« Je participe à ce système mortifère, un vase clos qui alimente le fossé entre citoyens et politique. Des histoires racontées par le petit bout de la lorgnette en mettant en scène des enjeux de pouvoir, des tactiques à court terme, la survalorisation de la guerre et du coup à venir. On livre une vision déformée et déprimante de la chose publique, des lois, des réformes. On oublie les retombées dans la vraie vie. Les problèmes des autres ne nous intéressent même pas. On parle des sujets de fond pour mettre en exergue les manœuvres plus ou moins basses des uns et des autres. Nous sommes

obsédés par la stratégie. On entretient des relations tordues, ambivalentes, malsaines avec les élus. Embrouilles, rigolades, papouilles pour rester en contact, yeux doux pour choper une info, déjeuners pour recueillir des confidences, etc. »

« On s'en carre, au fond, du programme et du reste, écrit-il plus loin. Des règlements de compte, des anecdotes futiles, des méchants hauts en couleur, des portes qui claquent dans le fracas et des batailles d'ego, voilà ce qui aiguise les westerns de coursives dont on raffole. » Comme en miroir de ce que produit le journalisme politique, les propositions partisans et les politiques publiques sont largement absentes du livre. Sur ce point, il écrit, encore: *« Le candidat peut se démener, mettre en avant son programme, ou je-ne-sais-quoi, on s'en cogne. La seule option qui vaille, c'est le demi-point perdu ou gagné dans l'ultime Rolling. »*

Focalisation sur les stratégies de communication et les petites phrases, obsession des sondages, politique « politicienne »... le constat n'est pas nouveau – on peut d'ailleurs répondre aisément à sa question: non, il n'y a pas que lui que ça choque... Un ressaisissement de la profession sera-t-il prochainement à l'ordre du jour? C'est ce qu'appellent de leurs vœux l'auteur et avec lui François Ruffin, qui signe la postface. On voudrait y croire... ■

QUAND LES ÉDITOCRATES PRENNENT LEURS CAUCHEMARS POUR DES RÉALITÉS

C NEWS

« L'ESPACE MÉDIATIQUE
EST SOUS EMPRISE
DE LA FRANCE INSOUMISE. »

Éric Naulleau
CNews, 27 septembre



C NEWS

« UN ESPACE MÉDIATIQUE
DOMINÉ PAR
LA PENSÉE DE GAUCHE
VOIRE D'ULTRA GAUCHE. »

Pascal Fraud
CNews, 2 octobre



MÉDIACRITIQUES

N°48

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMÉD

AUTOMNE 2023

**03 LES JOURNALISTES
POLITIQUES
DÉJÀ OBNUBILÉS PAR 2027**

**06 MORT DE NAHEL,
RÉVOLTES URBAINES ET
(RE)CADRAGE MÉDIATIQUE**

**10 DE L'APPEL AU CALME
AU RAPPEL À L'ORDRE**

**14 RACISME
DANS LA POLICE,
UN NON-SUJET MÉDIATIQUE**

**17 QUAND FRANCE INFO
DISCRÉDITE BASTA**

**20 VIOLENCES POLICIÈRES:
CES MARCHES
QUI N'ONT PAS PLU
AUX MÉDIAS**

**27 ABAYA PARTOUT,
ÉDUCATION NULLE PART**

**28 LE SHOW-BIZ
DE L'INFORMATION**

ET DANS LES RUBRIQUES...

**05 AIDES À LA PRESSE:
LE GÂTEAU ET LES MIETTES**

**13 GUERRE EN UKRAINE:
UN MISSILE ET DEUX
JOURNALISMES**

**16 PLURALISME
DE L'OUTRANCE**

**19 À JACQUES JULLIARD,
L'ÉDITOCRATIE
RECONNAISSANTE**